

LE
JURY CIVIL EN ANGLETERRE

- I. Origine et développement du Jury.
II. Le Jury Civil Moderne.
-

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 28 novembre 1913, à 3 heures

PAR

H.-H. VALENTINO

Président : M. EMILE CHENON, Professeur

Suffragants { *MM. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, Professeur*
JOSEPH BARTHÉLEMY, Professeur

PARIS (V^e)

M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot et 12, rue Toullier

1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE
JURY CIVIL EN ANGLETERRE

- I. Origine et développement du Jury.
II. Le Jury Civil Moderne.
-

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 28 novembre 1913, à 3 heures

PAR

H.-H. VALENTINO



Président : M. EMILE CHENON, *Professeur*
Suffragants { MM. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *Professeur*
JOSEPH BARTHÉLEMY, *Professeur*

PARIS (V^e)

M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot et 12, rue Toullier

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Le Jury Civil en Angleterre

INTRODUCTION

Plusieurs séjours en Angleterre nous ont donné l'idée de rechercher un sujet de thèse parmi les institutions juridiques si profondément originales du grand pays ami. La tâche est assez délicate car il n'y a pas dans l'insulaire Grande-Bretagne beaucoup d'institutions qui puissent être comparées aux nôtres, comme il est si aisé d'en rencontrer dans la plupart des États continentaux. L'Angleterre, si particulariste dans toutes ses institutions politiques et sociales, l'est à un plus haut degré peut-être encore dans ses institutions judiciaires. Le droit n'y est pas encore codifié : ses sources sont plus coutumières que statutaires et l'étranger s'y reconnaît assez difficilement. Aussi, parmi les nombreux sujets qui se présentaient à notre choix, avons-nous préféré une étude du jury. N'est-ce pas en Angleterre que le jury s'est développé, et n'est-ce pas à l'exemple de ce pays qu'il a été adopté

par presque tous les peuples de civilisation européenne. Mais si la plupart des États européens et si l'Amérique du Nord ont fait du jury un rouage de leur organisation judiciaire, en Angleterre, le jury joue un rôle exceptionnellement important aussi bien dans les affaires criminelles que dans les affaires civiles et correctionnelles.

La première partie de cette thèse sera consacrée à l'examen du développement du jury, c'est-à-dire de son évolution vers sa forme moderne. Si un simple décret de la Constituante a introduit en France cette juridiction, c'est le long travail des siècles qui l'a fixée en Angleterre et il nous a semblé intéressant et utile de débiter par une analyse de l'évolution du jury.

La première partie nous prépare ainsi à la seconde, qui sera consacrée à l'étude du fonctionnement moderne du jury en matière civile puisque c'est là que l'institution se montre plus particulièrement originale ; nous serons appelés en même temps à donner une idée de la procédure civile anglaise. Enfin nos conclusions nous permettront d'aborder le problème souvent discuté, de l'utilité de l'introduction en France du jury civil.

PREMIÈRE PARTIE

ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DU JURY

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE DU JURY

De toutes les institutions juridiques, il n'en est pas, peut-être, qui ait suscité plus d'hypothèses sur ses origines que le Jury. On a confondu les cojureurs, les accusateurs, les témoins, les experts, les arbitres. Nous ne nous égarerons pas dans le détail de ces polémiques et nous nous limiterons à l'étude du jury lors de ses premières manifestations dans la vie juridique de l'Angleterre. La plupart des auteurs admettent que le procès par le jury *the trial by jury* a été inspiré par l'inquisition des rois francs. C'est notamment l'opinion de J.-B. Thayer dans son ouvrage *Preliminary treatise on Evidence*. Dans l'inquisition, en effet, le juge réunissait un certain nombre de personnes

de la communauté choisies comme pouvant avoir une connaissance personnelle du fait en question et il les priaît de déclarer, sous serment, la vérité. Vers la deuxième partie du xⁱe siècle, les Normands vinrent en Angleterre et y introduisirent l'inquisition ou procédure par enquête. Au cours du xii^e siècle, cette procédure eut le même essor des deux côtés de la Manche, mais, chose curieuse, lorsque le roi Jean perdit ses territoires français, l'enquête disparut de France où elle était née (1) et prit au contraire un grand développement en Angleterre.

Telle est l'opinion classique (2), bien que certains aient prétendu qu'il était faux de dire qu'on ne trouve pas trace du jury chez les Anglo-Saxons. Discuter ces questions serait dépasser le but que nous nous sommes proposé, mais il est certain que la définition du jury d'autrefois coïncide bien avec celle de l'inquisition. Voici cette définition : « Le jury est un corps de voisins réunis par un officier public pour donner sous serment une réponse véridique à quelque question (3). » Dès le début,

1. Elle y reparut sous saint Louis mais sous l'influence du droit romain avec une forme différente.

2. Cf. Thayer. *Evidence at the common law* Holdsworth *History of English law*.

3. En anglais : *a body of neighbours summoned by some public officer to give, upon oath, a true answer to some question*.

le jury est ainsi constitué dans son principe. Le juré est déjà juge du fait puisque sa réponse est obligatoire pour celui qui l'a provoquée. Certes, au début, le juré est un voisin, un témoin au courant des usages du pays et de ses habitants, plus tard au contraire il sera soumis aux témoignages qu'il recueillera ; mais dès l'origine il est un juge puisque sa réponse ou son verdict doit décider du procès. Par contre, si le jury apparaît dès le début sous sa forme essentielle, nous aurons à remarquer de multiples transformations de détail qui, sans toucher aux principes, modifieront profondément sa physionomie.

C'est en matière civile que le rôle du jury va d'abord se manifester. Pour les nouveaux maîtres de l'Angleterre qui ignoraient tout des choses et des gens, n'était-il pas utile de convoquer les voisins pour la taxation des personnes et des terres en cas de contestations. Le *Domesday Book* est peut-être le premier recueil de verdicts de jury. Presque tous les procès qui y sont rapportés concernent des actions réelles ou des taxations fiscales ; un de ces premiers procès jugés par le jury et cités dans cet ouvrage remonte à l'année 1087. C'est le cas célèbre de l'évêque de Rochester contre le shériff de Cambridge. La question litigieuse était de savoir si certaines

terres appartenaient au roi ou au couvent de Saint-André. Le roi ordonna que l'affaire serait soumise au jugement de tous les hommes du comté ; ceux-ci se prononcèrent en faveur du roi. Doutant de l'exactitude du jugement, il fut ordonné que les hommes du comté choisiraient 12 d'entre eux pour dire sous serment la vérité. Les douze ayant donné une réponse semblable aux précédents, la question fut définitivement réglée en faveur du roi.

Le règne d'Henri II (1157-1189) est une époque décisive dans l'histoire du développement du jury. Ce qui peut sembler surprenant c'est qu'une institution aussi nouvelle et originale se soit répandue avec une telle rapidité ; il y avait à lutter contre les vieux procédés qui avaient pour eux la force de l'habitude. Par la *Compurgatio* celui des plaideurs qui réussissait à appuyer ses dires du serment de plusieurs co-jureurs, avait des chances de gagner son procès. La bataille ou duel judiciaire et l'épreuve ou ordalie (*ordeal*), dans laquelle on supposait que Dieu interviendrait en faveur du bon plaideur par quelque miracle, furent des procédés qui tombèrent en désuétude (1). Quelle tranquillité pour les plaideurs de se soumettre au jury

1. Les ordalies, dès le xii^e siècle, le duel réservé aux nobles, sensiblement plus tard.

plutôt qu'à ces systèmes bien hasardeux et comme on comprend que le *trial by jury* ait acquis rapidement une grande popularité ? Henri II, en roi sagace, devina du reste le grand avenir du jury et il fit tous ses efforts pour en favoriser la diffusion. Le bon chroniqueur Glanville (1) nous a laissé de nombreux documents sur ces premiers procès par le jury et c'est dans sa chronique qu'est rapportée la cause célèbre de l'abbé d'Abingdon contre les comtés de Wallingford et d'Oxford, procès retentissant de 1158 qui fut une excellente réclame pour le jury naissant.

Le roi, partant pour la Normandie, avait fait défense à l'abbé d'Abingdon de vendre sur le marché autre chose que de petits articles. Mais l'abbé, qui revendiquait sur son marché des droits absolus, se plaignit au roi, et celui-ci ordonna au comte de Leicester, son chef justicier, d'assembler les hommes du comté de Berkshire où est situé Abingdon et de choisir vingt-quatre des plus vieux pour répondre, sous serment, à cette question : « L'abbé avait-il, sous le règne d'Henri I^{er} des droits entiers au marché ? » Dans l'affirmative, il les conserverait. La réponse des vingt-quatre fut favorable à l'abbé. Mais des délégués des comtés

1. Cf. de cet auteur *Tractatus de legibus*.

de Wallingford et d'Oxford, voisins du comté de Berkshire, s'adressèrent au roi qui était de retour et prétendirent que le serment était faux et que parmi les « jureurs » figuraient des amis de l'abbé. Le roi, pour mettre fin à ces contestations ordonna une assemblée des comtés de Berkshire, de Wallingford et d'Oxford devant les juges, ajoutant que le serment serait fait par des hommes choisis dans les deux camps. A cette assemblée les opinions divergèrent. Les gens de Wallingford jurèrent que le marché d'Abingdon était limité à la vente du pain et de la bière, ceux d'Oxford que les droits de vente étaient un peu plus étendus, ceux de Berkshire que le marché d'Abingdon était un *full market*, un marché pour toutes espèces de produits. Le comte de Leicester qui présidait, ne voulut pas rendre de jugement et en référa au roi, ajoutant que, dans son enfance, il avait vécu à Abingdon et qu'il y avait toujours vu un marché pour tous produits. Ceci détermina le roi à se prononcer en faveur de l'abbé d'Abingdon.

N'est-ce pas un vrai procès par le jury ? Les jurés y ont tous les caractères de juges du fait. On conçoit le bruit que dut faire à l'époque un procès englobant de si gros intérêts et la nouvelle procédure, d'abord concédée par pure faveur royale, fut étendue à de nombreux procès dans lesquels

ce devint un droit pour les plaideurs de l'utiliser. Si on se reportait aux recueils de l'époque, on chercherait vainement le mot jury mais on y trouverait à chaque instant les mots : *assisa*, *recognitio*, *inquisitio*, *jurata*, *patria*, *visinetum* qui sont autant de synonymes du jury. La nouvelle procédure que les modernes appellent *trial by jury* intervient à chaque instant dès le début du ^{xiii}^e siècle et particulièrement dans les procès concernant les droits de propriété (1). Aux « Grandes Assizes » et aux « Possessory Assizes » le jury est appelé dans une proportion considérable et le texte suivant nous indique la forme du procès : *Assisa venit recognoscendum si Robertus, filius Waltheri, injuste et sine judicio dissaisavit Ysabel de Benninton de libero tenemento suo in Beminton infra assisam. — Juratores dicunt quod non dissaisavit eam ita. — Judicium: Robertus teneat in pace et Isabel pro falso clamore sit in misericordia.* Voilà donc le jury définitivement établi, et n'est-il pas naturel qu'aux vieux procès sangui-
naires, l'on eût préféré le verdict de douze hommes libres et justes du voisinage *twelve free and lawful men of the neighbourhood*. Mais par un phénomène

1. Cf. Glanville. Thayer, *op. cit.* Holdsworth, *History of English law*.

fréquent en Angleterre, le succès du procès par le jury n'a pas suffi pour faire disparaître complètement les anciens procédés. Glanville rappelle ainsi au possesseur de la terre les moyens qu'il possède pour se défendre contre une revendication : *per duellum, vel ponere se inde in magnam Assisam Domini Regis et petere Recognitionem quis eorum majus jus habet in terra illa* ; en deux mots : le duel ou le jury.

Glanville parle longuement des assises et en fait l'éloge. Sur présentation du Writ original, le demandeur obtenait un Writ auxiliaire qui lui permettait de citer quatre chevaliers du comté à l'effet de leur faire choisir douze personnes du voisinage *quid melius veritatem sciant*. Les jurés d'autrefois étant des témoins personnels, il fallait d'abord s'assurer, avant tout débat, que chacun était au courant des faits en question. Si, parmi eux, il y en avait un ignorant de la cause, on en choisissait un autre. La première qualité du juré à cette époque était d'avoir une connaissance personnelle des faits ; nous verrons cette qualité passer au second plan, puis disparaître complètement puisque le juré moderne doit se présenter devant la Cour libre de toute opinion sur la cause à juger. A côté du verdict ordinaire qui se réduit à une réponse affirmative ou négative, Glanville nous

fait remarquer qu'existait déjà à cette époque l'usage du verdict spécial qui devait jouer chez les modernes un si grand rôle. Par un tel verdict, le jury se contentait d'établir les faits laissant au juge le soin de rendre le jugement, d'après la loi. La lecture de Glanville nous apprend aussi que la règle de l'unanimité du jury sur le verdict était appliquée de son temps, mais elle n'avait pas ce caractère de stricte obligation qu'elle eut dans la suite.

Au temps où le juré prenait tous les caractères du témoin, l'accord de onze jurés devait suffire *Testis unus, testis nullus*. Un juré seul de son avis, pouvait être laissé de côté. Par une assimilation exagérée avec le témoin, on se demanda même si l'opinion de deux jurés ne serait pas suffisante comme le serait celle de deux témoins. La réponse qui fut faite permit de préciser le caractère spécial du juré : « Il est plus qu'un témoin, il est un juge » *trier*. En 1367, la règle de l'unanimité semble définitivement établie, le chef justicier ayant déclaré au cours d'un procès : « C'est une règle fondamentale que tout procès sera examiné par douze » et comme le verdict émanait de onze jurés, le jugement ne fut pas rendu (1). Avec le

1. Nous lisons sur le nombre douze un curieux document de 1665 : « Si les douze apôtres sur leurs douze trônes doivent

xiii^e siècle et les records imprimés, les progrès du *trial by jury* sont plus faciles à suivre. La *recognitio*, comme on dit surtout à cette époque, avait acquis une telle vogue que le roi en fit négoce. A la demande des barons, le roi Jean, dans la fameuse Magna Carta de 1215 mit fin à cette vénalité : *Nulli vendimus, nulli negabimus aut differemus rectum aut justitiam*. Dès lors les writs accordant la *recognitio* dans les affaires civiles vont se multiplier. Dans toutes les actions qui n'étaient pas régies par des règles propres, le *trial by jury* devint la procédure à la mode.

Nous avons laissé de côté le jury criminel et cependant, à cette époque (xiii^e siècle), il se développe sinon avec la même rapidité qu'en matière civile du moins avec la même continuité. Au criminel comme au civil, nous retrouvons les vieux modes de preuves dont nous avons déjà parlé : la bataille qui n'était du reste pas usitée si la couronne était l'accusatrice ; la *compurgatio* que les assises de Clarendon (1166), y voyant un encouragement au parjure, avaient discréditée ; l'ordeal ou l'épreuve avait été définitivement abolie par le

nous juger pour l'éternité, la loi a eu raison de choisir le nombre 12 pour juger les affaires temporelles ; les tribus d'Israël étaient 12, les patriarches étaient 12, les officiers de Salomon étaient 12 ».

Concile de Latran (1215). L'accusé avait donc la grande ressource de *l'Inquisitio* qui commença à être pratiquée vers 1215, d'après Thayer. Mais ici le jury fut d'abord jury d'accusation avant d'être jury de jugement. La Constitution de Clarendon avait déclaré que si personne ne formulait d'accusation, le shériff devait convoquer douze citoyens qui déclareraient, sous serment, s'il y avait lieu ou non à poursuite. Le jury d'accusation fut donc constitué dès 1166 sous sa forme définitive. Comment d'accusateur le jury devint-il juge est une question très controversée dans les ouvrages anglais et en somme non éclaircie. Ce qui est certain c'est que le procès par le jury était toujours soumis au consentement de l'accusé et il fallut cinquante ans pour le faire juger par le jury dans tous les cas, qu'il le voulût ou non. La Magna Carta n'admettait pas qu'on pût obliger quelqu'un à une procédure quand il en avait proposé une autre. Les efforts de jurisconsultes éminents comme Bracton ne furent pas suffisants pour faire admettre dans tous les cas le procès par jury. Pour y arriver, les juges n'hésitaient pas à employer des procédés un peu barbares. En 1219, ils condamnent à la pendaison sans procès des accusés qui ont refusé le jury. Vers la fin du ^{xiii}^e siècle, un statut déclare que celui qui aura refusé le jury

sera condamné à un emprisonnement long et dur
shall be put in strong and hard imprisonment
as refusing the common law of the land (1). Au
xix^e siècle seulement, un acte de George IV devait
appliquer les idées émises par Bracton en 1221 :
« Si l'accusé de trahison, félonie ou vol, dit le
statut, plaide non coupable, il sera par cela
même considéré comme se plaçant sous le con-
trôle du jury *to put himself upon the country*. Si
l'accusé refuse de répondre il sera permis à la
Cour de le considérer comme ayant plaidé non
coupable et de le traiter comme tel. »

1. Voici par curiosité une sentence rendue contre un accusé
qui refusait de demander le jury : « Vous retourneriez à la
prison d'où vous venez et on placera sur votre corps un poids
de pierres et de fer de plus en plus lourd ; un jour vous rece-
vrez du pain et un autre jour de l'eau jusqu'à votre mort.

Cf. Thayer. Holdsworth, *op. cit.*

CHAPITRE II

INFORMATION DU JURY

Nous venons de montrer comment le procès par le jury s'est peu à peu introduit dans la vie judiciaire de l'Angleterre. Nous allons examiner maintenant quels étaient les modes d'information du jury et par là même nous pourrions mieux suivre l'évolution de l'institution dans ses détails, car le principe et les caractères essentiels du jury ne se modifieront pas. Si on prend le jury à ses débuts, on peut s'étonner qu'il puisse être question de ses modes d'informations. Le jury n'est-il pas alors essentiellement composé de personnes choisies justement en raison de leur connaissance personnelle des faits en question. Alors à quoi bon chercher des informations ? Mais nous pouvons répondre que dès l'origine, rares vont être les jurés réellement au courant des faits soumis à leur verdict. Dès 1374, nous voyons les exigences des juges fort réduites sur ce point puisque le chef

justicier de l'époque est obligé de déclarer : « Si aux assises d'un comté, la Cour ne réunit pas six ou au moins cinq jurés résidant dans la centaine des terres litigieuses et capables de renseigner les autres jurés, les assises ne pourront se tenir valablement ». Comme toujours la pratique créa la loi, et si, dès le ^{xv}^e siècle, la question du lieu d'origine des jurés passa au second plan, ce n'est qu'en 1705 qu'il fut définitivement établi que le jury devait émaner du comté où l'action est née « from the body of the county ». D'assez bonne heure donc les jurés vinrent d'endroits différents et durent se renseigner mutuellement. On se mit assez vite à préférer aux témoins des faits des personnes plus qualifiées, on recommanda les *seniores* et *legaliores*, en un mot, les plus aptes à dire la *veritatem rei*. C'est de cette idée que procède l'apparition des jurys spéciaux composés de spécialistes ou de personnes d'un rang social plus élevé. Un premier exemple de procès jugé par un jury spécial a été trouvé en 1280 alors que pour rendre un jugement concernant des actes passés à Florence, on fit appel à douze marchands Florentins vivant à Londres. Comme le premier mode d'information était une documentation réciproque des jurés, on comprend le soin avec lequel en 1303, à la suite d'un vol important commis à Westminster Abbey,

le roi s'occupa de la composition du jury. Il ordonna qu'on fasse appel à des représentants de tous les wards de la cité de Londres, des comtés de Middlesex et de Surrey ainsi qu'à des bijoutiers, des orfèvres et des échevins (1). Mais au fur et à mesure quē le jury perdait sa qualité d'origine, la connaissance personnelle des faits en litige, il devenait nécessaire, pour l'aider dans son verdict, de lui fournir d'autres moyens de s'informer. On prit l'habitude de produire des chartes et des documents qui illustraient la cause et l'éclaircissaient ; de très bonne heure, le juge employa le « Summing up » ou résumé de la cause avant le verdict pour empêcher le jury d'errer hors de la question et aussi pour préciser les déclarations des parties et des avocats. Mais bientôt apparaît le grand mode d'information du jury : les témoignages publics dont nous allons étudier les origines avec quelques détails. C'est l'introduction des témoins devant le jury qui doit achever en effet de donner à celui-ci sa forme moderne.

D'après les auteurs anglais c'est dans la pratique des témoins du contrat « attesting witnesses » que doit être cherchée l'origine des témoignages publics devant le jury juge du fait et de moins en

1. Cf. Thayer, *op. cit.*

H.-H. Valentino

moins témoin du fait. Par une coutume franque, les contractants mentionnaient souvent à la suite de leurs actes des noms de personnes qui s'engageaient à défendre le contrat, le cas échéant, contre toute attaque. Nous voyons dès 1208 des plaideurs offrir de se placer sous le contrôle des jurés et des témoins *in legalem juratam patriæ et testes* ; il s'agit bien là des témoins du contrat qui sont convoqués avec le jury. Mais quels étaient à l'audience les rapports de ces témoins et des jurés ? Au début la distinction est délicate, mais avec le temps elle se précise en s'accroissant. Un procès de 1318 cité par Thayer nous éclaire : dans une action de *trespass* c'est-à-dire d'atteinte au droit de propriété, le défendeur oppose au demandeur un acte d'abandon de son droit et dans cet acte quatre témoins sont énoncés. Le jury examine ces témoins et comme ceux-ci diffèrent d'opinions, il déclare après avoir fait des réserves sur leur crédibilité, que l'acte d'abandon du droit litigieux n'est pas l'œuvre du demandeur *the release is not the plaintiff's deed*. Les juges interrogèrent alors les quatre témoins séparément et, ayant obtenu des réponses discordantes, ils rendirent un jugement conforme au verdict.

L'évolution se poursuivant, la scission va être bientôt complète entre le rôle du juré et celui du

témoin. Comme un plaideur se proposait de faire entendre les témoins du contrat, le chef justicier lui répliqua. « Il est inutile de faire venir ces témoins, mais dites à ceux qui étaient présents lors de la conclusion du contrat de venir avec le jury. »

Cette décision du chef justicier marque l'apparition des témoins modernes qui vont, en déposant devant le jury, l'informer des faits de la cause. Ce procès, qui date de 1433, mérite d'être raconté en détails : Un writ est porté devant la Cour du Banc du Roi par Primus qui accuse Secundus d'avoir, à une session d'assises, soutenu Tertius contre lui. Secundus répondit qu'il avait été propriétaire des terres litigieuses avant Tertius et celui-ci ayant été actionné en justice par Primus au sujet de ces terres, lui demanda de l'aider dans sa défense contre Primus. Secundus accepta et fournit à Tertius certains moyens qui furent plaidés à la barre contre Primus. C'est dans ce secours fort naturel, en somme, que résidaient tous les griefs de Primus contre Secundus. Les juges cependant furent embarrassés et ajournèrent leur décision mais avec des observations intéressantes. « Il est juste, dirent ils notamment, qu'un plaideur fasse appel au secours d'un homme anciennement établi dans le pays et, comme tel, au courant des droits de chacun, et qu'il le prie d'informer le jury ».

Fortescue (1) dira un peu plus tard (1450) : « Si un homme vient à l'audience pour dire qu'il partage l'avis du demandeur ou du défendeur, qu'il connaît la question et qu'il demande à être interrogé par la Cour pour dire la vérité au jury, et s'il dit ce qu'il sait, je déclare qu'il y a là un soutien fort admissible » — *justifiable maintenance*. « Il est même légal que les jurés aillent chez un individu pour s'informer. » Les juges suivirent l'opinion de Fortescue. — La pratique moderne est née, les témoins ne sont plus cités avec le jury ; ils viennent, devant lui et à l'audience *in open court* faire leurs dépositions.

Pendant que va s'organiser le témoignage public le jury va achever de prendre sa forme définitive ; il n'est plus du tout au courant des faits, il n'apporte plus de preuves, il en recueille ; et le grand principe moderne commence à se dessiner : il ne juge plus d'après sa connaissance personnelle de la cause mais d'après les preuves qui lui sont fournies. En 1409 le chef justicier déclare : « le jury après le serment, ne peut faire état que des preuves produites devant la cour » ; et bientôt juré et témoin seront si distincts qu'une partie qui voudra faire entendre un juré sur un fait connu

1. Cf. Fortescue de *Laudibus legum Angliæ*.

de lui personnellement sera obligé de demander son examen en public et il ne sera pas toléré que ce juré soit interrogé par les autres membres du jury *in private*.

Dans son livre célèbre écrit en 1470 *De laudibus legum Angliæ*, Fortescue (1) s'étend longuement sur le *trial by jury*. Il compare tout à l'avantage de son pays les divers systèmes judiciaires de l'époque et il fait l'éloge « de cette immortelle institution du jury par laquelle douze personnes choisies dans le voisinage et soumises à la récusation des plaideurs, informées par la cour, les parties, les avocats, les témoins viennent donner en public leur réponse sur un point controversé, après avoir délibéré en secret ». Et Fortescue ajoute : « La partie qui a perdu son procès peut, après un verdict de vingt-quatre personnes, faire flétrir les douze jurés convaincus de parjure ». N'est-ce pas là le jury tel que nous le voyons fonctionner de nos jours ? On trouve cependant dans Fortescue la survivance de la vieille idée du juré témoin bien que les témoignages publics fussent déjà très en honneur. Il nous dit : « Les civilistes

1. Fortescue, un des plus célèbres jurisconsultes anglais, né au commencement du xv^e siècle ; il fut Haut Chancelier sous Henri VI. Son ouvrage capital *De laudibus legum Angliæ* ne fut imprimé que sous Henri VIII.

romains se contentaient de deux témoins, nous en voulons douze ». Il est même inquiet par ce principe. Les écritures n'ont-elles pas déclaré que le témoignage de deux personnes suffirait, alors pourquoi douze ? Le chancelier, moins scrupuleux, lui objecta : « Si le témoignage concordant de deux est vrai, *a fortiori* celui de douze ». *Plus semper in se continet quod est minus*. En tous cas, le juré n'est plus identifié avec le témoin que de nom et par habitude ; la scission entre ces deux fonctions judiciaires est complète dès le commencement du xv^e siècle, au moment de la généralisation de la preuve par témoins.

CHAPITRE III

CONTROLE DU JURY

Dans les développements qui ont précédé, nous avons vu que le juré originaire prenait tous les caractères du témoin, aussi le premier moyen de corriger ses erreurs fut la procédure d'attaint. Le jury, considéré comme coupable d'avoir rendu un faux verdict et comme tel accusé de parjure, était renvoyé devant un deuxième jury composé de vingt-quatre chevaliers appelé « jury of attaint » et réuni sur la production d'un « writ of attaint ». C'était en somme un second procès qui s'ouvrait entre les parties et le premier jury. Si le deuxième jury rendait un verdict contraire au premier, celui-ci était rapporté et les jurés, convaincus de parjure, étaient sévèrement punis. Cette sévérité s'explique, si l'on considère que dans un faux verdict le jury témoin a falsifié les faits et doit être puni. Le jury originaire juge d'après sa connaissance personnelle des faits et il n'aboutit pas à son

verdict par un raisonnement déductif des preuves qui lui sont fournies, comme fera le jury moderne. Si par aventure un témoin était entendu, le juré ne devait pas tenir compte de son témoignage s'il ne concordait pas avec sa connaissance personnelle du fait. La procédure d'attaint semble être née en Angleterre et s'y être confinée, nous dit Thayer(1). « Elle a apparu dans les ordonnances d'Henri II établissant les *recognitiones* où, peut-être, elle était soumise à la discrétion du Roi et de ses juges. » L'attaint, qui suit les progrès du jury, s'étendra bientôt des assises à tous les procès. En 1275, l'attaint est admise dans toutes les actions réelles ; en 1302, elle est étendue à l'évaluation des dommages-intérêts, en 1360 à toutes les affaires réelles et personnelles en cas de « mensonge des jurés ». C'est donc peu à peu un remède général des plaideurs à la Cour du Banc du Roi. Mais, fait curieux, tandis que le champ d'action de l'attaint s'élargit, son usage va se réduire. Ceci tient à l'évolution même du jury dont l'attaint est fonction. Le juré n'est plus guère un témoin personnel ; les témoignages des tiers sont au contraire plus importants ; le verdict peut être influencé par les preuves fournies et il devient malaisé de qualifier

1. *Op. cit.*, cf. aussi Holdsworth.

de parjures les auteurs d'un faux verdict. Aussi les jurys d'*attaint* vont-ils se montrer très hésitants à rendre des verdicts d'*attaint* et ceci, malgré les récriminations violentes du public contre les jurys et leurs verdicts. Au xv^e siècle en effet, on se plaignait beaucoup de la malhonnêteté des jurés qui ne refusaient pas les « bribes » ou « pots de vins ». On avait, dans la procédure d'*attaint*, un moyen facile de répression de ces abus. Mais, comme le fait observer Th. Smith, les verdicts d'*attaint* étaient rares parce que les jurés ne tenaient pas à diffamer d'honnêtes gens, leurs voisins le plus souvent — et parce que le châtimement était vraiment hors de proportion avec la faute, surtout à mesure que se modifiait la procédure du *trial by jury*. C'est Glanville qui nous énumère les peines encourues par le juré convaincu de parjure : privé de tous ses biens, il était traité d'« infamous » et emprisonné pour un an au moins. Cela ne pouvait pas durer. Dès 1495 à la City Court de Londres la punition est réduite à une amende de vingt livres et à un emprisonnement de six mois. Il est ajouté — bien inutilement semble-t-il — l'interdiction de faire désormais partie d'aucun jury. On comprendra aisément que devant une telle sévérité, les jurés d'*attaint* se soient montré réservés dans leurs verdicts de culpabilité. Il est vrai que

la Star Chamber (1) essaya de réagir contre ce défaut de zèle du jury. Mais les idées évoluaient et un statut de 1495, qui devait rester en vigueur jusqu'en 1825, date de l'abolition définitive de l'attaint, déclara que lorsque l'importance du litige était d'au moins quarante livres, la partie lésée pouvait obtenir un *attaint jury*. Si les premiers jurés étaient convaincus de faux verdict, une amende de vingt livres était prononcée contre eux et leur serment n'était plus jamais accueilli devant aucun tribunal (c'était tout ce qui restait de l'infamous). S'il s'agissait d'un litige concernant une action personnelle et de moins de quarante livres, le statut de 1495 déclarait que l'amende ne pouvait plus s'élever qu'à cinq livres.

En matière criminelle, comme nous l'avons déjà fait remarquer, le jury se développe beaucoup plus lentement qu'en matière civile. L'attaint y joue cependant son rôle mais un rôle beaucoup plus modeste. Dans un procès criminel les intérêts des parties sont mieux garantis : d'un côté, c'est l'accusation et l'influence de la couronne y est assez forte pour empêcher une trop grande faiblesse dans la répression — d'un autre côté c'est

1. La Star Chamber, tribunal d'exception à compétence mal définie, jugeait sans jury. Elle fut surtout un instrument du despotisme royal et disparut en 1641.

l'accusé et le jury est plutôt enclin à l'indulgence ; en outre le roi peut pardonner. Thayer nous dit cependant que l'attaint fit son apparition au criminel vers 1302. Un homme, ayant été accusé d'homicide par un jury d'accusation, objecta qu'il avait été acquitté quelque temps auparavant lors d'une accusation identique pour le même crime. Il fut reconnu que c'était vrai et cinq des jurés accusateurs furent emprisonnés pour *attaint*, le shériff s'empara en outre « de leurs terres et de leurs meubles ». La généralisation des témoignages publics eut pour effet, au criminel comme au civil, de réduire le champ d'action de l'attaint, mais cette voie de recours contre les verdicts subsista longtemps encore. Thayer rapporte un cas de 1554 : un individu accusé de trahison avait été acquitté par le jury. La cour mécontente fit emprisonner le jury le 17 avril de cette même année. Quatre des jurés ayant fait leur soumission furent libérés, les huit autres comparurent le 26 octobre devant la Star Chamber. Le président du jury et un des jurés furent condamnés à payer 2.000 livres dans la quinzaine du jugement. Les six autres jurés durent verser chacun 1.000 marks. On relève de nombreux cas semblables jusqu'en 1664. Cette sévérité devenait un véritable anachronisme étant données les modifications survenues dans la com-

position du jury et dans ses moyens d'aboutir au verdict. Un cas mémorable de 1665 devait provoquer d'intéressantes déclarations et porter un coup à la procédure d'attaint : le jury avait été condamné à l'amende pour avoir acquitté « against law and evidence » contre le droit et les preuves, certains quakers accusés d'avoir tenu des réunions prohibées. Dix jurés se plaignirent à la Cour du Banc du Roi et tous les juges, sauf un, décidèrent que la condamnation n'était pas légale — « que les jurés étaient juges du fait, et bien qu'il soit reproché au jury de s'être décidé contrairement aux déclarations de la Cour sur le point de droit, cela ne modifiait rien, car le point de droit ne pouvait être établi qu'après jugement du point de fait par le jury, seul juge du fait. »

Malgré une déclaration aussi nette, nous voyons encore quelques condamnations prononcées contre les jurés dans les années suivantes. Mais le procès Penn et Mead de 1670 devait mettre un terme définitif à la pratique de l'attaint. Le chef justicier de l'époque Vaughan prononça alors des paroles remarquables ? Il nous dit notamment que le jury est le juge des preuves — idée moderne — mais il ajoute que le jury peut se décider quelquefois pour l'une des parties sans qu'aucune preuve n'ait été donnée publiquement en sa faveur — ce qui nous

ramène à la vieille conception du jury corps de témoins jugeant d'après sa connaissance personnelle des faits. Et Vaughan de conclure que les juges ne peuvent dire que le jury s'est décidé contre les preuves *against the evidence* puisque le jury peut avoir, avant l'audience, une idée sur le procès que la Cour ignore. Tout ceci forme un mélange d'idées anciennes et nouvelles assez curieux, au milieu duquel on discerne très bien que l'évolution du jury est arrivée à son terme. Si les jurés ont encore un vague caractère de témoins, c'est qu'ils sont pris dans le voisinage, mais les modifications sociales de la vie achèveront de leur retirer ce vestige de leur origine. Mais alors si l'attaint est suranné, si l'emprisonnement et l'amende ne sont plus admis, que faire contre un verdict manifestement rendu contre le droit ou contre les preuves ? Cette question nous conduit au mode actuel de contrôle du jury que nous étudierons dans la deuxième partie : au New Trial ou nouvelle audience devant un autre jury. La pratique des *New Trials* apparaît au commencement du xvii^e siècle. Elle trouve son origine dans l'usage d'accorder un nouveau *verdict* lorsque le verdict était irrationnel ou absurde, on fit de même lorsque le verdict était simplement contraire au droit ou contraire aux preuves. Il y eut de longs tâtonne-

ments avant que fut établie cette procédure. Un procès de 1665 est considéré par les auteurs anglais comme le point de départ de l'usage du New Trial. Il s'agissait d'une action en diffamation intentée par un individu qui avait été injurié du mot de traître, quinze cents livres lui furent accordées à titre de réparation civile. La partie condamnée demanda un New Trial en se basant sur l'exagération du chiffre des dommages-intérêts. Le chef justicier accorda le New Trial en disant : « Si la Cour croit que le jury a rendu un verdict contre sa direction, il peut être accordé un nouveau débat. » Les New Trials, qui vont être très fréquents dans les procès civils, resteront rares en matière criminelle. Il n'en a jamais été accordé après un acquittement.

DEUXIÈME PARTIE

LE JURY CIVIL

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION JUDICIAIRE DE L'ANGLETERRE

Après avoir exposé le développement de l'institution du jury nous allons, dans cette seconde partie, nous limiter à l'étude du jury tel qu'il fonctionne, dans les temps modernes, en matière civile. Mais auparavant il importe de situer notre sujet. Transportons-nous donc en Angleterre et jetons un rapide coup d'œil sur son organisation judiciaire.

Le roi, comme dans tous les pays monarchiques, est demeuré la source de la justice, les Cours de justice n'ont d'autorité que par délégation royale. La vieille formule est toujours vraie : *The King is represented by his judges*. Le Roi est représenté par ses juges. Après le Roi, le lord haut Chancelier est la plus haute personnalité judiciaire. C'est le créateur de la

juridiction d'équité qui tempérait les rigueurs et l'étroitesse d'esprit du droit commun, comme jadis fut le droit Prétorien en face du vieux droit civil. Aujourd'hui, les juridictions d'équité et de droit commun ont disparu malgré la persistance de certaines dénominations et toutes les cours anglaises jugent en droit et en équité avec une prédominance de l'équité sur le droit (1). Le Lord Chancelier surveille l'administration de la justice et nomme les juges inférieurs. Le ministre de l'Intérieur (*Home Secretary*) joue à côté de lui un rôle important: c'est sur sa proposition que le roi exerce sa prérogative d'amnistie et de grâce. Les deux plus hautes juridictions du Royaume-Uni sont le Conseil privé et la Chambre des Lords. Leur compétence dépasse les bornes de l'Angleterre et s'étend à tout l'Empire Britannique. Le Conseil privé (*Privy council*) ou plutôt le Comité judiciaire du Conseil privé qui est une émanation de

1. L'histoire des Cours anglaises est une remarquable illustration de la stabilité des institutions de ce pays. On peut dire que toutes les Cours supérieures sont issues de la même origine. Après la conquête normande, la juridiction supérieure est entre les mains du roi et de son conseil. La *curia Regis* était spécialement chargée des affaires judiciaires et fiscales. La Cour de l'Echiquier s'en sépara pour ne s'occuper que des litiges concernant le revenu. La *Magna Carta* créa la Cour des Common Pleas pour les procès entre particuliers. La *Curia Regis* changea alors de nom et s'appella Banc du Roi (King's Bench). A côté du roi, son Chancelier créa à son tour la juridiction d'équité (*Encyclop. Brit.*)

ce dernier se compose des membres du conseil ayant exercé certaines hautes fonctions judiciaires. C'est la Cour suprême pour les causes maritimes et ecclésiastiques et pour tous les jugements rendus en dernier ressort dans les possessions anglaises.

La Chambre des Lords (*House of Lords*) ou plutôt encore son comité judiciaire est le tribunal supérieur du Royaume pour tous les procès civils à l'exception de ceux réservés au Conseil privé. Les pairs, qui avaient perdu leurs pouvoirs de juridiction, l'ont retrouvé par un acte de 1876. Le Comité judiciaire est composé du Lord Haut-Chancelier de Grande-Bretagne (Angleterre et Écosse) et du Lord Haut-Chancelier d'Irlande ainsi que de tous les pairs ayant exercé de hautes fonctions judiciaires et de quatre lords d'appel ordinaires choisis parmi les avocats ayant professé au moins quinze années. La Chambre des Lords se distingue de notre Cour de cassation en ce qu'elle juge aussi bien en fait qu'en droit (1).

Au-dessous de ces deux cours suprêmes et pour revenir à l'Angleterre proprement dite (England

1. Celui des plaideurs qui poursuit en Chambre des Lords la révision de son procès doit verser préalablement une caution de 17.600 francs, ce qui raréfie les appels.

et Wales) il existe un tribunal qui siège à Londres et dont la juridiction à la fois civile, commerciale, criminelle et administrative s'étend à l'Angleterre et au Pays de Galles, c'est la Haute-Cour de justice (Supreme Court of Judicature).

La Haute-Cour de justice se divise en Cour d'appel fixée à Londres et en Haute-Cour ou Tribunal de première instance dont les juges siègent à Londres et dans les 56 villes d'assises. Un grand remaniement a été opéré par les actes de 1875 dans l'organisation judiciaire. Les vieilles cours de Chancellerie (Chancery), du Banc du Roi (King's Bench), des Procès Communs (Common Pleas), de l'Échiquier (Exchequer) ont été supprimées et remplacées par de simples divisions de la Haute-Cour. Ce sont les divisions de Chancellerie, du Banc du Roi, des Testaments, Divorce et Amirauté. En même temps était opérée la fusion du droit commun et de l'équité, et un seul Tribunal juge aujourd'hui simultanément en droit et en équité : « One single supreme tribunal where is administered both law and equity. » Les deux cours d'appel de l'Échiquier et de Chancellerie ont de même été fusionnées en une seule cour à deux divisions. Cette unification des Cours ne pouvait que servir les intérêts de la justice et permettre d'envisager la codification du droit dont le besoin

se fait sentir et qui sera peut-être la grande réforme de ce siècle.

L'unique Cour d'appel se compose donc aujourd'hui de deux chambres et est constituée par le lord Haut Chancelier, le lord Chef Justicier, le maître des rôles et le président de la division des testaments et divorces, auxquels il faut ajouter cinq juges appelés lords juges d'appel. L'une des chambres s'occupe des appels des jugements rendus par la division du Banc du Roi, l'autre des appels des jugements rendus par toutes les autres divisions de la Haute-Cour.

Cette cour qui constitue l'unique tribunal de première instance de l'Angleterre comprend : la division du Banc du Roi (King's Bench) qui correspond à l'ancienne cour de droit commun. Son siège est à Londres ; mais aux quatre termes de l'année (1) les juges de cette division se rendent dans les 56 villes d'assises selon le circuit qui leur a été attribué. Chaque juge seul représente alors la Haute-Cour et il a tous les pouvoirs pour terminer les procès criminels et civils. Il

1. Au terme d'hiver (11 janvier au mercredi avant Pâques) sept circuits sont formés. Au terme de printemps (du mercredi de quasimodo au vendredi avant la Pentecôte) sont seules visitées les villes de Leeds, Liverpool et Manchester. Au terme d'été (du jeudi après la semaine de la Pentecôte au 31 juillet) il est formé sept circuits et six seulement au terme d'automne (du 12 octobre à Noël).

est généralement assisté d'un jury. Aux assises sont d'abord jugées les affaires criminelles (Crown side) puis les affaires civiles (nisi prius) (1). Dans toute l'Angleterre seul le comté de Middlesex qui constitue la plus grande partie de la ville de Londres est en dehors de tout circuit. Les procès qui y naissent sont jugés aux *sittings* de la division du Banc du Roi aux quatre termes de l'année. Les juges les plus anciens président les *sittings*, les autres sont envoyés aux assises mais la procédure est exactement la même ici et là (2).

Une autre particularité qui distingue le comté de Middlesex des autres comtés, c'est que les procès criminels, au lieu d'être jugés par les juges des *sittings* sont détachés de la compétence du Banc du Roi et réservés à une Cour spéciale dont le siège est à Londres ; ceci a été établi uniquement pour faciliter l'administration de la justice en

1. Cette expression « nisi prius » vient de ce qu'autrefois les procès, en principe jugés à Westminster, pouvaient l'être aussi par les juges d'assises et ils étaient renvoyés à la juridiction de Westminster à moins qu'avant « nisi prius » ils n'aient été jugés aux assises.

2. Le comte de Franqueville nous raconte l'impression curieuse qu'il ressentit lorsque dans l'un de ses premiers voyages en Angleterre, il rencontra dans une gare de chemins de fer du Nord de ce pays, un gentleman vêtu d'un habit rouge brodé d'argent qui attendait sur le quai : c'était le shériff du comté qui venait au devant du juge d'assises. Celui-ci par contre ne revêtit sa robe rouge et n'ajustera sa perruque le lendemain pour l'audience.

déchargeant le rôle déjà fort encombré de la division du Banc du Roi. Le lord chef justicier (Lord Chief Justice of England) préside le Banc du Roi qui se compose en outre de quatorze juges. Le tribunal est composé d'un juge unique. Aux Chambres divisionnaires du Banc du Roi seulement siègent deux ou trois magistrats. Elles jugent en appel les pourvois des Cours de comté, les jugements des juges en référé, les jugements du Banc du Roi quand ceux-ci ont été déclarés rendus en dernier ressort. Elles jugent en premier ressort les causes de Crown Side et de Revenue Side.

La division de Chancellerie (Chancery Division) ne possède pas les circuits d'assises qui n'existent qu'au Banc du Roi. Le jury n'y intervient jamais. Si elle rappelle, par le nom, l'ancienne Cour de Chancellerie ou d'Équité, elle n'a pas d'autre point de rapport. Présidée par le lord Haut-Chancelier et composée de cinq juges, la division de Chancellerie est compétente pour les affaires délicates exigeant des examens de compte et de documents. Le mot compétent pourrait laisser croire qu'il y aurait nullité si l'on portait ailleurs un procès de liquidation de société par exemple. Il n'en est rien cependant. Seul, l'usage conseille aux plaideurs de s'adresser à la division qui est accoutumée à juger telle sorte de procès. Mais ceux-ci

pourraient fort bien, et sans encourir de nullité, intenter leurs actions devant une autre division de la Haute-Cour.

La division des Testament, Divorce et Amiraute (Probate, Divorce, Admiralty Division) anciennes Cours des mêmes noms fondues en une seule division de la Haute-Cour se compose de deux juges. Les affaires maritimes sont jugées par un magistrat assisté d'experts. Les affaires de succession et de divorce par un juge quelquefois assisté d'un jury, mais toujours à Londres.

La division des faillites (Bankruptcy Division) se compose d'un juge.

A côté de la Haute-Cour dont la compétence rayonne sur toute l'Angleterre, il existe un certain nombre de tribunaux inférieurs que nous devons mentionner :

La Cour de comté (County Court) joue un rôle de plus en plus important dans la vie judiciaire anglaise. S'il fallait chercher en France un équivalent à cette Cour, nous pourrions citer nos justices de paix, mais il faut se garder des comparaisons ; ainsi une différence considérable existe dans ce fait qu'en Angleterre le plaideur peut fort bien dans une action inférieure à douze cent cinquante francs, s'adresser à la Cour de comté et à la division du Banc du Roi de la Haute-Cour. En France,

il y aurait nullité si l'on portait *de plano* au tribunal civil une action de moins de six cents francs. Sous cette réserve, on peut dire que la compétence de la Cour de comté est limitée aux actions de moins de cinquante livres. Le jury peut être convoqué pour juger les points de fait qui surgissent au cours du procès. Il est appelé sur réquisition du demandeur ou du défendeur, s'il s'agit d'un procès de plus de cinq livres (cent vingt-cinq francs), sur avis du juge, si c'est un procès inférieur à cinq livres. Le jury est toujours composé de cinq membres choisis parmi les jurés appelés à trancher les questions de fait devant la Haute-Cour. C'est le même recrutement dont nous parlerons plus loin en détail. L'appel des jugements de la Cour de comté est porté devant une Chambre divisionnaire du Banc du Roi. Chaque juge des Cours de comté siège dans plusieurs villes de son ressort. On compte en Angleterre cinquante-quatre ressorts où soixante juges siègent dans cinq cent deux villes.

La Cour de session (Court of Session) se réunit quatre fois l'an. On en compte une par comté. Sa compétence est presque exclusivement limitée aux délits commis dans le comté et aux appel des justices de paix. Les crimes tels que meurtre, trahison, bigamie, fausse monnaie sont de la compétence de la Haute Cour et jugés par les juges d'assises.

Les justice de paix (Justices of the Peace) une par comté jugent les petits délits et les contraventions *the minor indictable offences*. Le tribunal de la Cour de session se compose de deux magistrats et celui des justices de paix d'un seul, mais ce sont des magistrats tout particuliers qui ne sont en aucune façon des fonctionnaires ; ils recrutent parmi les propriétaires fonciers de l'endroit et ils rendent une justice patriarcale assistée d'un greffier.

En matière criminelle il n'y eut pendant longtemps aucun appel possible, l'erreur de droit pouvait seule donner lieu à un recours devant la division du Banc du Roi. Une innovation de 1907 a établi à Londres une Cour d'appel criminelle qui juge en fait et en droit définitivement. Présidée par le lord chef justicier, elle est composée de huit juges de la division du Banc du Roi.

Nous laisserons de côté toutes sortes de tribunaux à compétence purement locale ou tout à fait spéciale et de ce rapide tableau d'ensemble des cours anglaises nous concluons qu'en somme tous les procès civils et commerciaux, tous les procès criminels (sauf à Londres) et tous les procès administratifs, sont jugés par une seule cour de vingt-six juges : la Haute Cour de justice.

Pous comprendre comment un pays où les

affaires sont si intenses peut se contenter d'une seule cour il importe de regarder de plus près son mécanisme judiciaire. Le système des circuits d'assises facilite certes beaucoup la tâche des juges et évite l'encombrement du rôle; l'intervention du jury dans un grand nombre de procès permet aussi une diminution importante du nombre des juges : mais la vraie raison d'un si modeste appareil de justice doit être cherchée dans l'organisation des greffes et dans ce travail, en quelque sorte souterrain, qui s'opère avant l'audience.

L'Office Central de Londres et les 80 greffes de district sont chargés de recevoir les actes de procédure. Au Banc du Roi les maîtres de l'Office Central ou les greffiers de district dirigent la procédure et ont un pouvoir personnel très étendu. Ils taxent les frais, ils peuvent même rendre des jugements interlocutoires et par défaut. A la division de chancellerie, les maîtres ne sont que des auxiliaires du juge sans pouvoir propre. Au-dessus des maîtres et au-dessous des juges, les juges des référés tranchent, en chambre, une foule de questions particulièrement délicates qui peuvent surgir au cours d'un procès. Aussi un grand nombre d'affaires ne voient jamais le jour de l'audience, c'est ce qu'indique cette statistique : sur 44.783 exploits d'assignation à la division du Banc du

Roi, 2.661 affaires seulement ont été appelées à l'audience, soit 6 o/o !

Nous finissons ce rapide aperçu de l'organisation judiciaire par quelques observations générales : Les magistrats ont une situation unique en Angleterre : inamovibles, peu nombreux, ce sont tous d'anciens avocats qui n'ont plus rien à espérer de meilleur — leur situation morale en est d'autant plus rehaussée. Leurs appointements sont infiniment plus élevés qu'en France. Le plus humble magistrat, le juge de la Cour de comté touche annuellement 37.500 francs, plus que notre président de la Cour de cassation. Quant au Lord chancelier, il reçoit la jolie somme de 250.000 francs par an et le lord chef Justicier 200.000 francs (1).

Ainsi, en Angleterre, l'avocat qui a passé toute sa vie dans l'étude du droit et qui s'y est illustré, voit couronner sa carrière par son élévation au rang de juge de la Haute-Cour, et ayant atteint d'emblée tout ce qu'il pouvait espérer, il n'a plus qu'à dire le droit de chacun et ce sera certainement d'une manière compétente et impartiale. La coutume interdit au juge de la Cour du comté d'aspirer à la Haute-Cour. Il y a lieu de remarquer

1. Voir plus loin, tableau des officiers de justice.

aussi l'avantage du système des juges itinérants, qui pourrait être appliqué en France et qui donne en Angleterre d'excellents résultats. Ce serait permettre tout au moins la diminution du chiffre de nos innombrables tribunaux d'arrondissement. Le ministère public joue un rôle plus restreint en Angleterre qu'en France ; l'attorney général, nommé par le gouvernement et qui change avec lui, est un avocat qui conserve son cabinet. Il désigne dans chaque affaire les avocats qui seront chargés de défendre les intérêts de la Couronne. Le ministère public n'intervient jamais dans les affaires civiles, sauf en matière de divorce.

Parmi les auxiliaires de la justice, les solicitors ou avoués n'ont pas de monopole. On en comptait récemment 3.000 à Londres et 16.000 en province. La même statistique nous donnait 7.000 avocats inscrits, mais 1.000 seulement pratiquent réellement le barreau (bar). Après trois années d'étude et trois examens passés avec succès aux « Inns of Court », les avocats sont admis à plaider. Les études juridiques sont moins élevées qu'en France et en Allemagne. Enfin, les shériffs — un par comté — sont chargés d'y assurer les services de la justice et l'exécution de ses arrêts.

Les tableaux que nous donnons ci-dessous serviront de précision et de résumé à nos développe-

ments sur le système judiciaire de l'Angleterre proprement dite. Nous avons à dessein laissé de côté l'Écosse et l'Irlande ; ce qui aurait pu nous entraîner trop loin. Nous nous contenterons de dire que le système judiciaire Irlandais est absolument calqué sur celui de l'Angleterre. Une Haute-Cour siège à Dublin et cinq circuits d'assises sont organisés aux quatre termes de l'année. Le jury intervient souvent à la division du Banc du Roi et à celle des Testament et Divorce.

Le système judiciaire de l'Écosse est au contraire tout différent : une Cour suprême, dont le siège est à Edinburgh, porte le nom de Cour de session pour les affaires civiles et de Cour de *judiciary* pour les affaires criminelles. Un acte du Parlement a introduit en 1815 le jury civil sur le modèle de celui qui fonctionne en Angleterre. Il y a moins réussi en Écosse. Entre 1887 et 1891, on compte 21 verdicts contre 1.183 jugements rendus par le juge seul. La proportion est toute différente en Angleterre où les deux tiers des procès du Banc du Roi sont jugés par le juge assisté du jury.

Les appels de la Haute-Cour de Dublin et de la Cour supérieure d'Edinburgh sont portés devant la Chambre des lords.

TABLEAU DES COURS ANGLAISES AVANT 1875
(D'après le comte de Franqueville)

JUSTICE CIVILE

Cours de Comté

Juridiction d'équité :

1 ^{re} Instance.....	Cour des Maîtres des Rôles
—	Cour des Vice-Chanceliers
Appel.....	Cour d'appel en Chancellerie

Juridiction de Droit commun :

1 ^{re} Instance.....	Cour du Banc du Roi
—	Cour des Plaids Communs
—	Cour de l'Échiquier
Appel.....	Cour de la Chambre de l'Échi- quier (Exchequer Chamber)
Cour Suprême d'Appel : Chambre des Lords (Équité et Droit Commun)	

Cours spéciales :

Cour Ecclésiastique.	Appel au Conseil Privé
Cour des Testaments	—
Cour d'Amirauté...	—
Cour des Divorces..	Appel à la Chambre des Lords
Cour des Faillites..	—

TABLEAU DES COURS ANGLAISES APRÈS 1875
(D'après Bastide)

JUSTICE CIVILE

Justices de Paix. — Petites Sessions. — Cours de Police
(consultations et conciliations)
Cours de comté (province). — Cours de comté métropoli-

taines (Londres). — Cours de la cité (cité de Londres)
(juge et jury facultatif).

Haute-Cour de justice (Londres)
(High court of judicature)

Division du Banc du roi (jury) Cours de Nisi-Prius (jury).

- de Chancellerie (assises) (chef-lieu de comté).
- des Testaments, Divorce ; Amirauté (jury).
- des Faillites.

Cour Suprême d'appel
(Supreme Court of Appeal) (Londres)

Cour de dernier ressort : (Grande Bretagne et Irlande :
Chambre des Lords (House of Lords).

Cour de dernier ressort : affaire ecclésiastiques et mari-
times : Conseil privé (*Privy Council*).

JUSTICE CRIMINELLE

Cour de police (villes) : Justice de Paix.

— Petites Sessions : (campagnes).

Cours de Sessions (deux magistrats et un jury)

Cour centrale criminelle (Londres) Cours d'assises (pro-
vince).

Cour d'appel criminelle (Londres)

(*Court of Criminal Appeal*) (fondée en 1907)

La Chambre des Lords juge les personnes mises en accu-
sation par la Chambre des communes.

LISTE DES GRANDS OFFICIERS DE JUSTICE ET DE LEURS APPOINTEMENTS

(D'après l'*Annuaire* de 1908.)

Angleterre :

Lord Haut-Chancelier. 250.000 fr. par an

Secrétaire particulier..	12.500	par an
Attorney général.....	175.000	et environ 125.000 (Honoraires spéciaux)
Solicitor général.....	150.000	et environ 75.000 (Honoraires spéciaux)

Ecosse :

Lord advocate.....	125.000 fr.
Solicitor Général.....	50.000

Irlande :

Lord Chancelier.....	200.000 fr.
Secrétaire particulier..	12.500
Attorney général.....	125.000
Solicitor général.....	50.000

Chambre des Lords : composée du Lord Haut-Chancelier, de quatre Lords d'appel *in ordinary* (chacun : 150.000 fr.) et de tous les pairs ayant exercé des fonctions judiciaires.

Haute-Cour de Justice : Cour d'appel se compose du Lord Haut-Chancelier, du Lord chef justicier, du maître des Rôles, du président de la division des Testament et Divorce. De cinq lords juges. Le maître des Rôles reçoit 150.000 francs ; chaque lord juge : 125.000 francs.

Haute-Cour, Division de Chancellerie : Lord Haut-Chancelier, maître des Rôles et 6 juges (chacun : 125.000 fr.).

Division du Banc du Roi : Lord Chef Justicier (200.000 fr.). et 15 juges (chacun : 125.000 fr.).

Division des Testament, Divorce, Amirauté : un président et un juge (chacun 125.000 fr.).

Division des Faillites : un juge (125.000 fr.).

Les juges de la Cour de comté (37.500 fr.).

N.-B. — On remarquera par ce tableau que certains hauts magistrats siègent dans plusieurs Cours, ainsi le lord Haut-

Chancelier qui préside la division de Chancellerie de la Haute-Cour, siège à la Cour d'appel et à la Chambre des Lords, ce qui serait surprenant, si l'on ne se rendait compte qu'il ne joue un rôle actif qu'à la Chambre des Lords et que dans les autres Cours il ne figure que de nom.

CHAPITRE II

LES JURYS DE L'ANGLETERRE

Parmi les différentes causes qui permettent à l'Angleterre de se contenter d'un petit nombre de magistrats il n'en est peut-être pas de plus décisive que l'institution du jury. Par cette intervention du jury, le tribunal peut, sans inconvénient, se composer d'un seul juge dont la tâche est réduite de moitié puisque le jury va se charger de trancher le fait.

Le jury apparaît sous trois formes différentes dans le système judiciaire de l'Angleterre : le jury de coroner, le grand jury et le petit jury.

Le jury de coroner (Coroner's jury) est réuni par le coroner, officier de police judiciaire, pour donner son avis sur les cas de morts suspectes. L'examen a lieu en présence du corps et par 12 jurés au moins (ils sont le plus souvent 23). Si le jury estime que telle personne est responsable de la mort, il doit rendre un verdict contre elle et le

coroner doit aussitôt la faire arrêter. L'accord de 12 jurés au moins est requis, comme du reste pour tous les verdicts.

Le grand jury correspond à notre éphémère jury d'accusation. Nous avons vu plus haut que le grand jury est né avant le jury de jugement des affaires criminelles et que le jury civil est antérieur à lui. Il se compose d'au moins 12 jurés, d'au plus 23. Il est réuni par le shériff du Comté pour assister les magistrats dans la recherche des crimes qui seront jugés en Cour d'assises, et des délits qui le seront en cours de Session. C'est considéré comme un honneur de faire partie du grand jury. Un député du comté le préside généralement. Le jury promet d'abord à la Cour, sous serment, d'aider loyalement la justice dans ses recherches, de garder le secret et de ne se laisser corrompre ni par faveur ni par crainte. Après avoir recueilli les preuves fournies par l'accusation, le grand jury se retire pour délibérer sur cette question : l'accusé doit-il être renvoyé devant les Cours compétentes pour être jugé (*put to the trial*) ou, au contraire, doit-il être libéré ? Le verdict doit réunir au moins le concours de 12 jurés. Le président du jury écrit sur l'acte d'accusation *a true bill* en cas de poursuite justifiée ou *not a true bill* si l'accusation ne doit pas être maintenue.

Le petit jury (Petty Jury) ou jury de jugement est le seul qui nous occupera maintenant ; il intervient couramment dans les procès criminels et correctionnels et dans un grand nombre de procès civils : il juge les points de faits ou *issues of fact*. Pour nous limiter au rôle du jury en matière civile, examinons d'abord dans quels cas le plaideur pourra requérir l'intervention du jury. Le demandeur ou « plaintiff » qui veut engager un procès devant la Haute-Cour devra au préalable choisir la division compétente. S'il s'agit d'une question matrimoniale ou de succession, il assignera devant la division des Testament et Divorce (Probate Divorce). S'il s'agit de règlements de comptes, de liquidations de sociétés, de constitution d'hypothèques la division de Chancellerie sera choisie. Dans la plupart des autres procès, ce sera la division de droit commun ou du Banc du Roi. Nous avons dit que seul l'usage imposait ce choix. Selon les *Judicature Acts*, les actions portées devant la Haute-Cour sont examinées de différentes manières : par le juge seul, par le juge assisté d'un jury ou assisté d'experts, ou enfin par un arbitre. En tout cas, il n'y a jamais qu'un juge selon le principe si fortement établi en Angleterre. A la division de Chancellerie, le jury n'est jamais convoqué, il jugerait mal des procès qui

roulent sur des chiffres ou des documents à examiner minutieusement. A la division des Testaments, Divorce et Amirauté, le jury est assez souvent appelé pour la fixation des dommages-intérêts, notamment au profit de l'époux lésé par le divorce ou par les causes qui ont pu le motiver. Une récente statistique nous indique que sur 96 divorces contradictoires, 65 ont été jugés avec l'assistance du jury (1). Mais c'est à la division du Banc du Roi — son domaine naturel et originaire — que le jury va jouer un rôle prédominant. La même statistique nous montre que sur 562 affaires contradictoires, 432 ont été jugées par le juge assisté du jury. On voit par là que nous sommes loin d'une déchéance de l'institution comme certains l'avaient prétendu. Au Banc du Roi la convocation du jury est ordonnée par la loi dans les procès suivants et nul ne peut s'y soustraire : emprisonnement non justifié, diffamation par parole ou par écrit, rupture de promesse de mariage, séduction, poursuite injustifiée. Pour tous les autres procès portés devant le Banc du Roi, la convocation du jury est facultative et chaque partie a le droit de requérir le jury avec l'assentiment du juge. En cas de non

1. Statistique fournie au début de l'année judiciaire (12 oct. 1912).

réquisition, le juge peut d'office, s'il le croit à propos, convoquer le jury.

En étudiant plus loin le cours d'un procès-type devant la division du Banc du Roi, nous pourrions nous rendre compte du rôle du jury en matière civile ; dès à présent, nous indiquerons comment sont recrutés les jurés et nous envisagerons le comté puisque c'est dans son sein que se forme la liste du jury et que c'est souvent le jury du comté dans lequel le procès est né qui sera appelé à statuer sur l'affaire.

La loi de 1862 a réglé le mécanisme de la formation de la liste du jury pour l'année. Le clerc de la justice de paix « clerk of the peace » envoie tous les ans avant le 20 juillet aux marguilliers « churchwardens » et aux administrateurs de l'assistance publique « overseers », de chaque paroisse une liste où figurent les noms des habitants de la paroisse aptes à exercer les fonctions de jurés. Le *vestry clerk*, adresse alors une feuille à remplir aux personnes indiquées sur cette liste, ce qui permet d'y opérer les rectifications ; et l'affichage de la liste des jurés de la paroisse a lieu ensuite à la porte des monuments publics pendant les trois premières semaines de septembre. Le juge de paix en recevant la liste à la fin de septembre, examine les plaintes qui peuvent être formulées et

cette liste, alors définitivement établie, est envoyée par l'intermédiaire du clerc de paix au shériff du Comté qui centralise les envois de toutes les paroisses et dresse *le Juror's Book* ou liste des jurés du Comté pour l'année. Mais quelles sont les conditions d'inscription sur *le Juror's Book* ? qui peut être juré ? Ici il faut distinguer les jurés communs et les jurés spéciaux. De très ancienne date, les plaideurs ont eu le droit de réclamer, en offrant de payer les frais, un jury composé de personnes plus élevées en rang social, ou comme disent les Anglais *of a certain station in society*.

Voici les qualités requises pour être juré commun : il faut appartenir au sexe masculin, n'en déplaise aux suffragettes, — être âgé de vingt et un ans au moins, de soixante au plus, — il n'est pas nécessaire d'être sujet britannique, des étrangers résidant en Angleterre depuis dix ans au moins peuvent être jurés. Il faut enfin payer un certain cens. Là nous nous écartons de nos idées démocratiques, mais il convient de remarquer que l'éloignement des classes pauvres a été adopté non pas par méfiance pour le jugement populaire mais plutôt pour éviter au peuple une lourde charge (1).

1. En France, le jury ouvrier et payé est récent. Cette réforme a été différemment appréciée : voici une opinion qui fut émise :
« Pour trancher les problèmes les plus délicats de la vie, pour

Le juré commun ne reçoit, en effet, pour toute indemnité à la Haute-Cour que la modeste somme de 1 fr. 25 centimes. Et il peut être obligé de siéger plusieurs jours consécutifs. Aussi exige-t-on de lui qu'il jouisse d'un revenu d'au moins 500 francs en province, ou d'au moins 700 francs dans le Comté de Middlesex qui constitue la plus grande partie de Londres. La prédilection pour le propriétaire terrien permet à celui-ci d'être juré commun si ses biens immobiliers lui donnent un revenu annuel d'au moins 250 francs. Le juré spécial doit occuper un certain rang dans la ville, être par exemple gros commerçant ou banquier, ou habiter une maison dont la taxation soit d'au moins 2.500 francs par an dans les villes de plus de 20.000 âmes, et de 1.250 francs au minimum dans les villes inférieures à 20.000 habitants. Jurés communs et spéciaux du Comté sont en tous cas mentionnés sur le même *Juror's Book* et c'est un S., en regard du nom d'un juré spécial qui indique seul la différence. Le juré spécial est mieux indemnisé que le juré commun ; il reçoit une guinée

« apprécier les actes les plus graves et rechercher leurs mobiles les plus cachés, les plus subtils, pour peser cette chose impondérable qu'est la responsabilité humaine, on a brusquement fait appel aux hommes les moins ou les plus mal instruits, aux hommes les plus passionnés, aux hommes d'un esprit forcément rétréci ou même faussé par la lutte quotidienne pour les besoins matériels de l'existence. »

pour chaque affaire (26 francs), [mais c'est encore bien peu car la charge de juré est assujettissante (1).

La liste du comté doit pourvoir à la formation des jurys de jugement pour toutes les affaires civiles et criminelles qui seront jugées aux circuits d'assises, de même que pour la plupart des procès de la Cour de comté et de la Cour de session. Et quelle lourde tâche pour le comté de Middlesex qui doit fournir les jurés de la division du Banc du Roi, de celle des divorces et de la Cour centrale criminelle.

En outre les procès durent souvent plusieurs jours et la règle de l'unanimité des jurés sur le verdict n'est pas faite pour en abrégér la durée. Il est vrai que le juré qui a siégé dans une session est déchargé pour toute l'année. Certaines personnes sont dispensées d'exercer les fonctions de jurés. Le « Juries Act » de 1870 a reconnu ce droit notamment aux pairs, aux membres du Parlement, aux juges, aux clergymen, aux prêtres catholiques, aux avocats, aux membres de la Société des Docteurs en droit, etc... Certains autres sont exclus à titre de pénalité, ce sont les condamnés

1. On a traité de « guinea pig » ce qui signifie encore cochon d'Inde, les individus qui, pour toucher l'indemnité d'une guinée, usent de tous les moyens pour faire partie du jury spécial.

de droit commun. Dans le public règne une certaine méfiance à l'égard des jurys communs, aussi lorsque le cas en vaut la peine, le plaideur n'hésite pas à solliciter un jury spécial ; sur 432 procès soumis au jury devant la division du Banc du Roi au terme d'octobre-décembre 1912, 208 ont été jugés par des jurys spéciaux.

Nous venons de voir comment était établie la liste du jury de chaque comté pour l'année judiciaire, il s'agit de rechercher maintenant comment se forme la liste de session. Nous supposons être à Leicester, importante ville d'assises, avant la venue trimestrielle du juge de la Haute-Cour de Londres. Le rôle indique le nombre des affaires civiles et criminelles qui sont prêtes à être jugées par le juge assisté d'un jury du comté de Leicester. Le shériff, qui vient de recevoir l'ordre du juge lui enjoignant de citer un nombre suffisant de jurés pour l'examen de toutes les issues civiles et criminelles qui devront être jugées aux prochaines assises (1), se reporte au *Juror's Book* et dresse un tableau ou « panel » contenant les noms des jurés convoqués en conformité de l'ordre du juge et ce tableau est exposé aux yeux du public. Une copie

1. Voici l'ordre du juge au shériff : « To summon a sufficient number of jurors for the trial of all issues, whether civil or criminal, which shall come on for trial at the next assizes. »

de ce tableau est en outre annexée aux dossiers d'affaires qui vont être jugées aux prochaines assises. Nous pouvons dire, en passant, que les listes sont généralement mal composées ; l'arbitraire règne en maître dans le choix des jurés et les nombreuses réformes réclamées n'ont pas encore abouti. Le « panel », comprend 48 noms au moins et 72 au plus. Le maximum est porté à 144 quand il y a des causes civiles et criminelles à juger. S'il y a, pour certaines affaires, réquisition de jury spécial, le shériff doit ajouter des noms pris sur la liste des jurés spéciaux en nombre suffisant. La liste de session étant ainsi formée, nous verrons, en suivant un procès devant la Haute-Cour, comment se constitue enfin le jury de chaque affaire.

CHAPITRE III

LE PROCÈS CIVIL AU BANC DU ROI

Pour préciser le rôle du jury en matière civile, nous allons suivre le cours d'un procès devant la division du Banc du Roi qui est celle où le jury joue son principal rôle ; et nous pourrons en même temps nous faire une idée de la procédure civile anglaise.

Ce procès-type se trouve naturellement divisé en trois phases appelées par les auteurs anglais (1) : *process*, *pleadings* et *trial* et ce sont ces trois phases que nous allons parcourir :

I. — *Process*. — Le demandeur ou plaintiff qui veut engager une action devant la Haute Cour (division du Banc du Roi) se rend chez un *law stationer* ou libraire de droit et se munit d'une feuille imprimée qu'il remplit. C'est le *Writ of Summons* ou assignation ; un exemplaire de ce

1. Cf. ouvrage classique Stephen. *Commentaries*, livre III.

writ, l'original, est remis au bureau central de Londres, si le demandeur réside dans la capitale, ou dans l'un des 80 greffes de district s'il en est autrement. Cet exemplaire est enregistré à sa date sur le *Cause Book*, ce qui correspond à notre mise au rôle général. L'autre exemplaire — la copie — est envoyée au domicile du défendeur ou *defendant*, C'est la plupart du temps le solicitor, ou avoué du demandeur qui se charge de tout ceci. L'assignation doit contenir les noms et adresse du demandeur et de son solicitor, l'indication de la division de la Haute Cour devant laquelle on assigne (nous avons supposé que c'était le Banc du Roi) le fondement de la réclamation et son but, le principal de la créance réclamée (s'il s'agit de sommes d'argent). Enfin et c'est le but de ce premier stade du procès, le writ enjoint au défendeur de comparaître dans la huitaine *to appear in court*.

Que fera celui-ci s'il veut éviter une condamnation par défaut ? Il choisira un solicitor et ce choix devra être notifié au bureau central si le writ émane de Londres ou autrement au bureau de district d'où le writ est issu. Si cependant le défendeur ne demeure pas dans le ressort du bureau régional d'où l'assignation a été émise, il pourra notifier sa comparution à son choix au bureau

central de Londres ou au bureau de district du demandeur. Le lieu choisi par le défendeur pour y notifier sa comparution est extrêmement important car c'est là désormais que toute la procédure préliminaire à l'audience sera poursuivie, tout ce qu'on appelle l'*interlocutory proceeding*. Après que le défendeur a notifié sa comparution, le demandeur a le choix entre deux procédés selon les cas. Si sa demande est liquide (*writ indorsed*), il peut requérir du maître (si l'on procède au bureau central) ou du greffier de district (si l'on procède dans un greffe régional) un jugement final. C'est ce qui est appelé « *summons for final judgment* ». La condamnation est prononcée et tout terminé. Si au contraire la demande est indéterminée (*writ not indorsed*) le plaintiff ne pourra requérir du maître ou du greffier que des directions, ce sont les « *summons for directions* ». Le maître ou le greffier détermine quels sont les points qui devront être développés dans les pleadings, comment et en quel lieu le procès sera jugé, en un mot il organise la procédure et c'est devant le maître ou le greffier que toutes les difficultés qui pourraient surgir dans la suite seront tranchées.

Quelquefois même quand la demande est liquide, le défendeur peut avoir des moyens de défense et le maître traitant les *summons for judgment*

comme s'il s'agissait des *summons for directions* au lieu de rendre un jugement, donne ses directions de procédure.

Si la demande n'est pas déterminée, mais si le défendeur ne comparaît pas, le demandeur peut obtenir un *writ of inquiry* pour lui permettre d'établir numériquement sa réclamation et par un jugement rendu ensuite par défaut, éviter les lenteurs du rôle. Ajoutons enfin que l'assignation qui garde sa valeur pendant douze mois doit être remise à la personne même du défendeur — à moins d'une autorisation spéciale.

II. — *Pleadings*. — Le but du process avait été la comparution du défendeur, celui des pleadings ou débats sera de discuter les questions sur lesquelles les parties sont en désaccord et de préparer ainsi l'audience ou « trial ». Ces points controversés sont appelés « issues » en anglais, et quand on a déterminé les issues on dit que les parties sont *at issue* c'est-à-dire *ad exitum*, à la fin des pleadings. Ces issues seront tantôt des issues de fait et tantôt des issues de droit *issue in fact*, *issue in law* ce que nous pouvons traduire par point de fait et point de droit. Les pleadings sont échangées sous la surveillance du maître ou du greffier de district qui vérifie les issues proposées

par les parties et les contrôle. Il faut bien remarquer que dans les pleadings on plaide les faits mais non la preuve des faits. On ne doit pas empiéter sur le *trial* ; c'est à ce dernier stade que seront recueillies les preuves et qu'elles seront discutées par les avocats en présence de la Cour et du jury. Matériellement, les pleadings consistent en mémoires qu'échangent entre eux les sollicitors. On a beaucoup fait récemment pour les simplifier et les réduire, mais on n'a pas assez fait ; il y a là un abus de procédure qui coûte aux plaideurs temps et argent. La première pleading est appelée *statement of claim* c'est le rapport du demandeur sur ses prétentions. Le *statement of claim* indique la division de la Haute-Cour devant laquelle on assigne (par hypothèse le Banc du Roi). Quand un procès est engagé, que ce soit au bureau central ou dans l'un des 80 greffes de district, on ne sait jamais exactement où aura lieu le *trial* ou l'audience. C'est, en tous cas, dans le *statement of claim* que le demandeur, qui désire être jugé autre part qu'à Londres, doit en faire la déclaration. La ville d'assises indiquée sera alors vraisemblablement choisie, mais il peut quelquefois en être décidé autrement. Le *statement of claim* doit contenir enfin une déclaration précise des circonstances de la cause et du but de l'action.

Le défendeur doit ensuite répondre au *statement of claim*, il le fera par le *statement of defence* dans lequel il répondra point par point aux prétentions du demandeur. Tout fait non dénié par le défendeur expressément est un fait acquis au profit du demandeur. En outre, le *statement of defence* doit être délivré dans un certain délai passé lequel un jugement peut être rendu en faveur de l'adversaire. Si le défendeur estime mal fondée en droit l'action du demandeur, il peut, au lieu de répondre par le *statement of defence*, soulever la question de l'insuffisance juridique du *statement of claim*, c'est l'ancien *demurrer* (du latin : *demorari*) véritable question de droit (*issue in law*) et comme toutes les questions de droit qui surgissent au cours des débats, elle est immédiatement renvoyée devant la Cour pour y être examinée à jour fixe.

Si le défendeur accepte le droit il peut, comme nous l'avons dit, discuter le fait et alors trois voies s'ouvrent devant lui : *to traverse* c'est-à-dire « dénier le fait », *to confess and avoid it* « avouer mais en établissant une décharge à son profit », *to tender* répondre par des offres à une réclamation d'argent, user de l'« estoppel » ou opposer une fin de non recevoir tirée de ce que les allégations du demandeur sont manifestement contraires à un acte solennel comme un record.

Le défendeur peut encore procéder par demande reconventionnelle (*counter claim*). De son côté le demandeur va répondre au *statement of defence* par une discussion des faits controversés ou au contraire soulever un point de droit ou *demurrer* qui sera soumis aussitôt à la Cour pour être tranché. Par exemple, dans une action de *trespass* ou de violation de propriété, si le défendeur, dans sa défense, avoue être entré sur le terrain d'autrui sans autorisation mais se justifie en ajoutant que c'était *causa venationis* parce qu'il chassait, le demandeur peut soulever la question de droit qui sera de savoir si l'excuse fournie est suffisante juridiquement. Dans sa réplique, le demandeur peut souvent aussi modifier sa première demande ; en tout cas la réplique doit être délivrée dans les trois semaines. Les pleadings peuvent être interminables, c'est là un vice de la procédure anglaise ; mais plus ou moins vite, les parties vont aboutir à une issue (1) : issue de droit qui résultera de l'exception soulevée par l'insuffisance juridique de la dernière pleading, et issue de fait qui sera établie par la dernière pleading

1. Stephen dit : *The parties must at length arrive, either at some exception to the sufficiency of the last pleading in point of substance, which is an issue in law or equity or at the denial of one side of some matter of fact alleged in the other, which is an issue of fact.*

appelée *joinder of issue* et qui est délivrée lorsque l'une des parties dénie un fait affirmé par l'autre. Le point controversé est alors fixé définitivement par le *joinder of issue* et il ne peut plus être échangé à son sujet aucune nouvelle pleading : la question est posée et sera jugée à l'audience. Mais bien d'autres questions peuvent surgir encore et les pleadings s'échangeront jusqu'à ce que soit délivré un nouveau *joinder of issue*. Pour la simplification de cet exposé, nous supposons que le demandeur émet une seule prétention et que le défendeur n'emploie qu'un seul moyen de défense ; dans ce cas, à la délivrance du *joinder of issue* les pleadings sont terminées.

III. — TRIAL. — C'est la dernière phase du procès, celle qui va se dérouler à l'audience en présence de la Cour. Nous avons dit que bien peu de procès atteignaient cette étape, à peine 6 o/o. Le mot trial vient du latin *triatio* et signifie expérience ; c'est l'expérience du cas. Dans les pleadings on a discuté les faits sans s'occuper de les prouver ; dans le *trial* on va les examiner, voir quelle partie va triompher dans la production des preuves, en un mot se rendre compte de quel côté est la vérité. Tout se passe maintenant au grand jour en présence du juge et du jury. Le

tribunal se compose généralement d'un juge, il en comporte plusieurs dans le cas où la Couronne est mêlée au procès ou lorsque les intérêts en litige sont considérables, c'est ce qu'on appelle alors le *trial at bar*. Sitôt la délivrance du *joinder of issue* le demandeur d'abord, puis, après un délai de six semaines inutilisé, le défendeur peut envoyer une *notice of trial* ou réquisition d'audience au maître du bureau central ou au greffier du district. Celui qui a délivré cette *notice of trial* doit donner en même temps au maître ou au greffier copie de toutes les pleadings qui ont été échangées et il n'y a plus qu'à attendre la fixation du jour et du lieu de l'audience.

Nous avons dit que les plaideurs avaient le droit de demander telle ville d'assises plutôt que telle autre et que s'il n'était rien demandé, il y avait des chances pour que l'affaire soit jugée à Londres devant la division du Banc du Roi et un jury issu du comté de Middlesex. S'il a été demandé une ville d'assises, le jury compétent sera celui du comté dans lequel est située cette ville. Il y a des limites au choix des plaideurs. Si nous supposons, par exemple, que le demandeur réside dans le comté de Cornwall et le défendeur dans celui de Devon, il faudra choisir entre Londres et les assises de Cornwall ou de Devon; en outre, le

maître ou le greffier de district qui décide du lieu de l'audience a un large pouvoir d'appréciation et son choix est souvent influencé par le lieu de résidence de la majorité des témoins qui doivent être entendus (1). Nous avons déjà expliqué comment le shérif, sur un ordre du juge, dressait la liste du jury pour la session ; cette liste est jointe à chaque record, c'est-à-dire au dossier de chaque affaire qui doit être jugée aux] prochaines assises de provinces (assizes) ou aux prochaines audiences métropolitaines (sittings) ; de sorte que le jour de l'audience venu, le greffier de séance n'aura qu'à tirer douze noms au sort pour constituer le jury de jugement. Le juge de la Haute-Cour devra examiner attentivement les *pleadings* avant l'audience, car c'est ainsi qu'il pourra se pénétrer des issues à prouver. Puis le jury est appelé et invité à prêter serment « called and sworn ». Le serment est donné sur le Nouveau Testament ; s'ils ne sont pas chrétiens, les jurés peuvent prêter serment selon leur propre croyance. C'est après l'appel du jury et avant le serment, que les parties doivent user de leur droit de récusation ; si un juge ne peut pas être récusé, un juré, simple juge du fait, demeure une personne privée soumise à la récusation.

1. Dans les procès criminels, l'affaire est généralement jugée dans le comté où le crime a été commis.

tion et cette récusation peut être faite pour différents motifs : 1° *propter honoris respectum*, un lord peut être récusé, comme il peut du reste s'excuser étant exempté par la loi ; 2° *propter defectum*, ce peut être un défaut d'âge, de résidence dans le pays, ce peut être encore une insuffisance censitaire ; 3° *propter affectum*, à cause de la parenté qui peut exister entre une partie et un juré (on ne tient compte de la parenté que jusqu'au neuvième degré) ; à cause encore des rapports de maître et d'employé, d'une confraternité quelconque, de même si un intérêt est en suspens entre une partie et un juré ou si l'un d'eux a reçu de l'argent de l'autre ; 4° *propter delictum*, c'est la récusation fondée sur une indignité ayant pour cause un crime ou un délit. Les cas de récusation sont examinés par les « triors » de la manière suivante : si c'est le premier juré tiré au sort qui est l'objet d'une récusation, deux personnes quelconques nommées par la Cour sont chargées par elle de dire s'il y a oui ou non motif valable de récusation. Dans la négative, le premier juré est admis et la récusation du deuxième est examinée par les deux personnes étrangères et le premier juré appelé, les choses continuant ainsi jusqu'à ce que les douze jurés soient admis et sans qu'il y ait jamais plus de trois « triors ».

Toutes ces formalités préliminaires étant remplies le procès commence. Les jurés ayant pris place dans le *box*, sont prêts à écouter les arguments des parties et à recueillir les preuves qui vont être fournies. La parole est presque toujours donnée au début par le juge à l'avocat du demandeur car c'est lui qui, d'ordinaire, affirme l'issue à prouver, ce n'est du reste que l'application du principe romain : « *Ei incumbit probatio qui dicit, non qui negat; cum per rerum naturam factum negantis probatio nulla sit.* » L'avocat du demandeur expose donc l'affaire, insistant sur les points de fait controversés qui résultent des pleadings, sur les preuves qu'il se propose de fournir pour étayer ses dires et qu'il fournit. A son tour l'avocat du défendeur développe ses moyens de défense et fournit les preuves, et il est de règle que l'avocat du demandeur ne pourra répliquer que s'il a été capable de prouver ses arguments. Le trial étant l'examen des preuves et le jury étant juge des preuves, il importe d'appuyer sur la question des témoignages. Les preuves peuvent être écrites ou orales. Les premières consistent en records ou contrats ; les secondes en témoins qui déposent sous serment devant la Cour, c'est-à-dire ici devant le juge et le jury sur une convocation du greffe appelée « writ of sub-

poena ». Une pénalité rigoureuse est encourue par le témoin qui bien que dûment cité, ne comparait pas ; coupable de « contempt of court » c'est-à-dire d'injure à la Cour, il peut être emprisonné et puni d'une amende qui va jusqu'à cent livres (2.500 fr.). Par contre quand il comparait il est indemnisé de ses dépenses et pertes. En principe toutes les personnes ayant l'usage de la raison sont admises à témoigner ; un enfant trop jeune pour comprendre la valeur du serment qu'il va prêter sera exclu, de même un adulte privé de raison. L'« infamous » (comme le juré récusé propter delictum) ne pouvait pas être entendu ; aujourd'hui il peut l'être mais la valeur de son témoignage est diminuée ; de même les personnes intéressées dans l'affaire peuvent déposer mais la valeur de leur déposition est très réduite. Comme le juré, le témoin doit prêter serment sur le nouveau Testament, la main droite levée (uplifted hand) (1) ; celui qui refuse de prêter serment doit faire une affirmation solennelle qui l'engage aussi étroitement. Le témoin peut refuser de répondre à une question qui lui ferait encourir une peine criminelle, mais il doit parler s'il ne s'expose qu'à

1. Voici la formule du serment : « To speak the truth, the whole truth nothing but the truth. » La vérité rien que la vérité.

une responsabilité civile. Le droit anglais se montre assez avare dans ses dispenses de témoigner; cependant il autorise l'avoué à garder le secret des affaires de son client, le personnage public à ne pas révéler les secrets de l'État; par contre il oblige les médecins, chirurgiens et ministres des cultes à divulguer tout ce qu'ils ont pu apprendre dans l'exercice de leurs professions. Contrairement au droit romain et plus justement, semble-t-il, le droit anglais se contente d'un seul témoignage sur un fait tout en en préférant un plus grand nombre. L'adage « *unius responsio testis omnino non audiatur* » ne voit donc pas son application ici. En France du reste il en est maintenant de même.

Le témoin ayant comparu devant la Cour et ayant prêté serment, est d'abord interrogé par l'avocat de la partie qui l'a fait citer, c'est « l'examination in chief » que suit « la cross examination » par la partie adverse; par « la reexamination », le témoin peut encore être entendu ne nouveau. Il est inutile de faire la preuve de ce qui a été admis par les parties dans leurs pleadings ainsi que des faits résultant de présomptions légales.

Il semble intéressant de dégager ici quelques-unes des règles qui s'imposent dans la production

des preuves, règles qu'on a dénommées les lois de la preuve « the laws of the evidence ». Une obligation primordiale pour les plaideurs, c'est que la preuve ne doit porter que sur l'issue. Blackstone l'a dit (1) : « La preuve dont la discussion est renvoyée au jury ne peut porter que sur le point auquel la cause a été réduite par la demande et la défense. » Ainsi si Primus assigné en paiement par Secundus objecte que son obligation n'existe pas — *non est factum* — l'issue à prouver est : Y a-t-il ou non obligation de Primus au profit de Secundus ? Le jugement du jury étant borné à cette réponse, toutes les preuves doivent porter sur cette question. Et Primus ne pourrait pas opposer et prouver pour sa défense devant le jury une quittance, ou toute autre décharge de Secundus, une quittance ne pouvant pas détruire le seul fait en question sur lequel toutes les preuves doivent porter et que le jury appréciera dans son verdict. Il est aussi de règle que les plaideurs ne peuvent substituer une preuve secondaire à une preuve principale quand celle-ci peut être fournie ; ainsi le contenu d'un écrit ou d'un document doit être prouvé non par sa copie, mais par l'original. Il n'est plus nécessaire de

1. Cf. Blackstone, *Commentaries*.

recourir aux témoins du contrat « *attesting witnesses* » pour prouver l'exécution d'une obligation, c'est une pratique qui s'est perdue. Le ouï-dire (*hearsay*) n'est pas admis comme preuve, c'est-à-dire que n'ont de poids que les dépositions des témoins sur les faits qu'ils ont vus personnellement. La loi anglaise ne veut se fier qu'aux témoins régulièrement cités, déposant sous serment et sous l'épreuve de la *cross examination*. Enfin, nul ne peut et ne doit s'incriminer. La preuve fournie se réfère tantôt au fait lui-même, tantôt à des circonstances du fait desquelles on induit le fait au moyen de présomptions. Dans les procès de la division du Banc du Roi, les témoignages sont donnés *viva voce* en présence du juge et du jury, des parties, de leurs avoués et de leurs avocats. Ces quelques développements sur les preuves permettent de se rendre compte du souci de vérité qui a inspiré la loi anglaise et le but a été atteint : la preuve par témoins si sujette à caution et presque partout en décadence, joue encore en Angleterre un rôle considérable, ce qui est dû en partie à l'atmosphère de sincérité dans laquelle sont fournies les dépositions et aux lois qui s'efforcent de les rendre véridiques.

Après la production des preuves et la terminaison des plaidoiries, le juge prend la parole pour

résumer la cause au jury, c'est le « *summing up* » qui a été supprimé de notre procédure criminelle (1). Ce résumé du juge est empreint généralement de la plus grande impartialité ; c'est une récapitulation plus ou moins détaillée des dépositions des témoins, du contenu des documents produits ; le juge joue alors le rôle de mentor du jury, il commente la manière dans laquelle chacune des parties soutient respectivement l'issue ; il donne son avis sur les points de droits qui peuvent se mêler aux questions de fait, mais il laisse le jury décider du crédit et du poids des preuves, et si la prépondérance est en faveur du demandeur ou du défendeur. Dès que le résumé est terminé, le jury se retire pour délibérer. A partir de ce moment, plusieurs règles fort dures et un peu désuètes s'imposent aux jurés jusqu'à ce qu'ils aient rendu leur verdict : il leur est interdit de manger, de boire, de fumer, de communiquer avec qui que ce soit de l'extérieur, et les délibérations sont souvent très longues, car la loi anglaise exige l'unanimité des voix.

Autrefois après plusieurs journées de tentatives

1. En Angleterre, si le résumé existe au civil et au criminel, l'interrogatoire de l'accusé n'est pas pratiqué comme dans nos cours d'assises. Le juge qui préside ne doit pas prendre parti et l'accusé ne parle pas. Toutefois, depuis 1898, l'accusé peut être entendu comme témoin de la défense.

infructueuses pour aboutir à un verdict, le juge d'assises, ne pouvant s'attarder plus longtemps et devant continuer son circuit, emmenait avec lui dans une charrette le jury qui continuait ses délibérations. Ce rigorisme n'existe plus aujourd'hui, mais le juge n'est autorisé à décharger le jury qu'après de longues heures de discussion et si ce dernier est réellement dans l'impossibilité d'aboutir à un accord. Dans ce cas, l'affaire est alors renvoyée devant un autre jury. Toutefois, depuis quelques temps, il a été admis que dans les procès civils, les parties, étant maîtresses de leurs intérêts, pouvaient convenir d'accepter un verdict à la majorité. Si cette convention n'a pas été faite, on peut arriver à décharger le jury en désaccord par ce moyen : du consentement des parties, un juré se retire et tout verdict est désormais impossible.

Quand les jurés sont tombés d'accord sur leur verdict, ils rentrent en séance, et si le demandeur ou son avoué ne se présente pas, un jugement de « non suit » ou de débouté peut être rendu contre lui par la Cour. Si le demandeur comparait, le jury délivre son verdict par la voix de son président (foreman) et ce verdict est exprimé ainsi : « For the plaintiff » (Pour le demandeur) ou « For the defendant » (Pour le défendeur), c'est-

à-dire que l'issue soumise au jury est reconnue vraie pour l'un ou pour l'autre. Si des dommages-intérêts ont été réclamés, le jury peut ajouter à son verdict le chiffre des dommages-intérêts qu'il concède à la partie gagnante (1).

A côté de ce verdict classique, il existe, depuis fort longtemps, une autre sorte de verdict qui semble appelée à jouer un rôle plus considérable dans l'avenir. Nous nous contenterons de le mentionner ici pour en reparler plus loin, c'est le « special verdict » par lequel le jury établit les faits de la cause tels qu'ils lui paraissent résulter du procès et laisse au juge le soin de décider si, après examen des questions de droit, le jugement doit être rendu en faveur de l'une ou de l'autre des parties. Par exemple, le jury peut ignorer si les faits qu'il a admis créent une obligation juridique pour le défendeur, il rend alors un verdict spécial dans lequel il déclare que si les faits qu'il a établis constituent une obligation, le défendeur doit être condamné. Quand le verdict a été rendu, le jury

1. Voici les fragments d'un résumé du juge à l'occasion d'un procès en rupture de mariage : « Gentlemen of the jury this case is entirely for you. The evidence is in such short compass that I need not detain you but a very few minutes in the observations it is my duty to make to you, you have nothing to do with the denial of the promise... You must take it that there was a promise to marry and the defendant has refused to carry out the promise, therefore the sole question for you is

a terminé sa tâche et la dernière étape du procès est le jugement que nous examinons au chapitre suivant.

one of damages... You have to say what the damage is. It is no good to treat the matter vindictively ; the young lady is entitled to damages, you are the sole judges what they should be. I must ask you to say what damages you award the plaintiff for this breach of contract by the defendant ».

CHAPITRE IV

ROLES DU JUGE ET DU JURY

Dans ce dernier chapitre, nous allons, en exposant ce qu'il advient du verdict, essayer de montrer le rôle respectif du juge et du jury et de préciser les rapports qui existent entre eux ; ceci achèvera notre esquisse du procès civil par le jury.

Nous avons laissé le procès au moment où le verdict vient d'être rendu par le jury, c'est-à-dire au moment où les issues soumises à l'appréciation du jury ont été reconnues en faveur du demandeur ou du défendeur. Celui qui a obtenu gain de cause a maintenant besoin d'un jugement qui seul lui permettra de recourir aux voies d'exécution de son droit et nous voyons alors le rôle du juge redevenir prépondérant.

Le verdict prononcé, aucun jugement ne peut-être enregistré sans un ordre du juge et le juge peut fort bien, s'il le croit à propos, refuser de rendre un jugement. En présence du verdict, le

juge a le choix entre plusieurs décisions : il peut l'adopter, alors tout est terminé : le jugement sera enregistré à sa date par le greffier compétent sur le vu d'un *associate's certificate* qui contient les décisions du juge auquel est jointe une copie de toutes les pleadings ; dès ce moment toute personne ayant un droit reconnu par le jugement, pourra faire procéder à son exécution. Mais après le verdict, le juge peut au contraire reporter son jugement à une audience ultérieure pour plus ample informé *for further consideration*. Le juge en effet, ne préside pas seulement à l'examen des points de faits, il doit lui-même trancher toutes les questions de droit que soulèvent les débats, et il peut être nécessaire pour lui de reporter la sentence à plus tard. Le juge peut encore estimer ne pas devoir rendre de jugement et attendre une sollicitation des parties ; que l'une d'elles se *move for judgment*. Ce droit de réclamer jugement appartient au demandeur dans les dix premiers jours après le verdict et est reconnu ensuite au défendeur (1). Enfin et ceci constitue un pouvoir con-

1. Voici la formule du jugement rendu après une sollicitation de la partie gagnante : « This action having on the... day of... been tried before Mr. Justice... and a jury of... and the jury having found... and the judge not having thought fit to order any judgment to be entered ; now on motion before the Court for judgment on behalf of the (plaintiff or defendant)

sidérable du juge, celui-ci peut refuser le verdict et en solliciter un autre, et si ce nouveau verdict ne le satisfait pas, rendre un jugement contraire *as he shall think right* (comme il l'estimera juste). Hâtons-nous de dire que ce privilège du juge est rarement utilisé, mais on cite quelques cas intéressants dont voici un exemple : le divorce entre deux époux venait d'être prononcé en Australie à la demande du mari ; la femme qui s'y était opposée, intenta contre son ex-mari un procès déclarant que le divorce était nul puisque les époux avaient leur domicile en Angleterre et non pas en Australie. La question soumise au jury était de savoir où était le domicile des époux au moment de la demande en divorce. Le mari disait « en Australie », la femme « en Angleterre ». Malgré les preuves et l'avis du juge, le jury, par sympathie pour la femme peut-être, estimant que le domicile des époux était en Angleterre rendit un verdict en faveur de la femme *for the plaintiff*. Le juge ayant refusé d'accepter le verdict, le jury recommença sa délibération mais rendit la même sentence. Malgré cela, le juge ordonna que le juge-

the Court having... His this day adjudged that the (plaintiff or defendant) recover against the (Pl. or Def.) the sum of f.. and costs to be taxed. The above costs have been taxed and allowed at f... as appears by a master's certificate dated the... day of.. Judgment entered the..... day of..... »

ment serait rendu en faveur du mari, reconnaissant ainsi que le domicile des époux était en Australie et que le divorce prononcé était valable. Voici qui pourrait faire douter de l'importance du jury si l'on ne se rappelait que ce sont des cas tout à fait exceptionnels et que la plupart du temps le jugement n'est que le verdict en forme exécutoire.

En regard de ces pouvoirs du juge, nous devons exposer maintenant quels sont les droits des parties. Nous avons déjà vu que si le juge, après le verdict, différait le prononcé du jugement, les parties pouvaient, par une simple sollicitation dont nous avons donné la formule, obtenir qu'un jugement soit rendu conformément au verdict. Mais si le verdict lui-même ne satisfait pas l'une des parties, celle qui se considère comme lésée par lui peut l'attaquer par la voie de recours dit du *New Trial* (ou nouvelle audience). Si c'est, au contraire, le jugement non conforme au verdict que l'une des parties désire attaquer la procédure à suivre est celle de l'appel (appeal). Ces deux voies de recours (appeal et new trial) sont du reste portées aujourd'hui devant la Cour d'appel et les procédures diffèrent peu. Les motifs les plus fréquents sur lesquels se fondent les plaideurs pour demander un *New Trial*, c'est-à-dire une nouvelle audition de la cause devant un autre jury sont tantôt des

motifs de forme et tantôt de fond (1) : c'est une mauvaise direction du procès donnée par le juge ; c'est une erreur dans l'admission ou le rejet d'une preuve, droit exclusivement dévolu au juge ; c'est un verdict manifestement contraire aux preuves fournies *against the weight of the evidence*. Mais la Cour d'appel se montre très circonspecte à cet égard, car il importe avant tout de respecter l'opinion du jury ; c'est peut-être encore une évaluation excessive ou insuffisante des dommages-intérêts accordés ou c'est simplement une contravention aux règles d'ordre intérieur des jurys. La demande de *New Trial* doit être portée devant la Cour d'appel dans les huit jours qui suivent le prononcé du verdict pour le comté de Middlesex, et dans les sept jours de la dernière audience du circuit pour les assises provinciales. La Cour d'appel, saisie d'une demande de *New Trial* peut la rejeter en confirmant le verdict, ou l'admettre et renvoyer alors l'affaire devant un autre jury qui devra juger en pleine liberté sans plus d'égard pour le premier verdict que pour la décision de la Cour d'appel. Les *Judicature Acts* recommandent du reste aux juges de la Cour d'appel beaucoup de modération dans la délivrance des *New Trials*, il faut que le

1. L'usage d'accorder des *New Trials* est de très ancienne date ; on en trouve des exemples des le règne d'Édouard III.

motif invoqué ait occasionné une erreur substantielle qui modifie la physionomie du procès. Si l'on veut faire valoir un moyen nouveau, on doit affirmer sous serment que ce moyen n'a pas été soumis au juge qui présidait l'audience ; les avocats des parties discutent devant la Cour le motif qui justifie la demande de *New Trial*, puis la Cour rend son arrêt ; sa décision peut du reste être encore susceptible d'un recours devant la Chambre des Lords comme il est arrivé dans ce procès récent : Un voyageur, en descendant d'un wagon à la gare Londonienne de King's Cross, est jeté à terre par une fausse manœuvre du train, et blessé. Il intente une action contre la compagnie devant la division du Banc du Roi alléguant une faute du conducteur du train. L'affaire fut plaidée devant juge et jury et la preuve douteuse ; néanmoins le verdict rendu en faveur des demandeurs, accorda au blessé 300 livres de dommages-intérêts (7.500 fr.).

La Compagnie estimant ce chiffre exagéré, sollicita de la Cour d'appel un « *New Trial* » qui, après examen de la cause, lui fut accordé. Mais le voyageur blessé fit appel de cette décision devant la juridiction suprême de la Chambre des lords qui, rejetant l'autorisation de « *New Trial* » confirma le verdict. Précisant le rôle de la Chambre des lords, le lord Haut-Chancelier avait ouvert la

discussion en déclarant : « Nous n'avons pas à examiner le verdict, mais à dire si la Cour d'appel a agi raisonnablement en jugeant que ce verdict était rendu contre les preuves et en accordant un *New Trial*. En tous cas, quand le jugement rendu est définitif, c'est-à-dire ne peut plus être l'objet d'un recours quelconque, le plaideur, qui a obtenu gain de cause, peut faire procéder à l'exécution de ses droits. A cet effet, il se munira d'un « writ » qui enjoint au shériff du comté, où réside le débiteur, de mettre le jugement à exécution, soit en s'emparant de la personne du débiteur, soit en procédant à la saisie de ses biens meubles et immeubles. Un tel writ peut être obtenu pendant les six années qui suivent le prononcé du jugement ; passé ce délai, il ne peut plus être délivré de writ qu'après autorisation spéciale du juge. Dans tous les cas le writ n'a force exécutoire que dans l'année de sa délivrance.

Nous terminons ici notre esquisse du procès civil par le jury à la division du Banc du Roi et pour achever de préciser le rôle du jury, nous allons le comparer avec celui du juge.

Si la sentence du jury doit décider du procès, nous n'avons pas été sans nous rendre compte de l'action incessante et décisive du juge au cours des débats ; mais nous n'avons peut-être pas aussi

bien saisi que la solution d'un grand nombre de questions soulevées au cours du procès ne relève que du juge seul. Il ne faut pas oublier en effet que le juge existait avant le jury et que ce dernier a été accordé au peuple par faveur royale en garantie de ses libertés, mais à condition que son rôle soit strictement limité, car il n'a, par principe, aucune compétence juridique. Quelle est donc la part du procès confiée à la décision du jury et quelle est celle réservée au juge ? C'est la question si délicate de la limitation du fait et du droit ; un vieil adage avait donné une réponse facile, malheureusement inexacte : *Ad quæstionem facti non respondent iudices, ad quæstionem juris, non respondent juratores*. Les jurés jugeront le fait, les juges le droit. Il est bien vrai en effet que le jury n'est qu'un juge du fait, mais il est faux de dire que le juge ne décide que le droit. Une grande quantité de questions de fait restent soumises à l'appréciation de la Cour et c'est seulement l'issue de fait résultant des *pleadings* qui est de la compétence du jury. Toutes les questions de fait contredites par les parties en dehors de l'issue, toutes les questions incidentes de l'issue sont jugées par la Cour. Il est donc plus exact de dire que toutes les questions de droit et toutes les questions de fait en dehors de l'*issue de fait* sont du domaine

de la Cour. Mais, l'issue de fait elle-même est souvent mêlée de fait et de droit et c'est alors que la maxime précitée doit s'appliquer dans toute sa rigueur. Jamais un jury ne pourra, en tranchant un point de fait, englober un point de droit, il s'exposerait à l'annulation de son verdict et ceci est de fort ancienne coutume. Bracton l'avait dit formellement : *Véritas in juratore, Justitia et Judicium in Judice*. A chacun son rôle ; la justice est rendue par les juges, la vérité des faits est seule déterminée par le jury. Nous trouvons dès 1554 un arrêt qui met en application cette théorie. Le jury qui avait empiété sur les pouvoirs du juge, voit annuler son verdict car *non est juratoribus judicare*. C'est que les issues déterminées par les *pleadings* ne sont pas toujours du domaine du fait comme celle-ci : quelle était la pensée des parties en omettant telle clause dans un contrat ? Y a-t-il eu ou non promesse de mariage ? — ou du domaine du droit comme celles-là : Tel contrat, pour être valable, doit-il être écrit ou non ? Quel est le sens légal de tel mot dans un testament ou dans un bail ? S'il y a conflit sur le sens d'un document, la question de savoir s'il peut posséder ce sens est une question de droit soumise au juge : celle de savoir s'il a ou non ce sens est une question de fait soumise au jury.

Mais les issues sont souvent mixtes et on aboutit à des surprises comme le montre le cas suivant : « Le Sunday observance act » de 1677 interdit aux commerçants le travail du dimanche. Un coiffeur est poursuivi pour inobservation de cette loi et le verdict du jury le reconnaissant coupable, il est condamné à une forte amende. La Cour annule le verdict sous prétexte que le jury s'était prononcé sur une question de droit qui était : « L'acte de 1677 vise-t-il ou non la corporation des coiffeurs ? » Puis évoquant le procès, la Cour déclara qu'il y avait eu fausse interprétation de la loi et déchargea le coiffeur de l'amende.

Cette confusion du fait et du droit dans le procès par le jury a toujours été la grande préoccupation des juristes et lord Mansfield en 1783 nous dit : « La constitution a confiance que sous la direction du juge, les jurés n'usurperont pas une juridiction qui n'est pas la leur, ils ne connaissent pas et sont supposés ne pas connaître la loi, ils ne sont pas requis de décider le droit ». Si l'on voulait chercher un critérium pour fixer le domaine du jury, on pourrait dire que lui appartiennent toutes les questions de fait sur lesquelles un conflit de preuve existe (*conflicting evidence*). De très ancienne date et pour éviter ces confusions regrettables entre le fait et le droit, les auteurs ont

souvent préconisé l'usage du verdict spécial dont nous avons déjà dit quelques mots et qui semble appelé dans les affaires civiles, à un grand avenir. Au lieu de répondre par le verdict ordinaire : « l'issue est reconnue en faveur du demandeur ou du défendeur », le verdict spécial est une réponse à des questions précises posées par le juge sur les faits controversés ; le jury laisse à la Cour le soin de décider du procès d'après l'interprétation légale des faits reconnus par lui. La loi anglaise a du reste toujours admis que le jury pouvait refuser de répondre et s'en tenir au verdict ordinaire. Dans une affaire mémorable de 1896, le lord chef justicier posa au jury des questions spéciales en l'avertissant qu'il pouvait ne pas y répondre, s'il le préférait, mais que ce moyen permettrait de délimiter le fait et le droit et qu'en refusant le verdict spécial, il encourrait une grave responsabilité. Après quelques hésitations, le jury accepta de répondre aux questions du juge ; et les réponses connues, le chef justicier dit au jury : En bonne logique, vous devez maintenant rendre un verdict contre les défendeurs (1) » ce qui fut fait. Le commentateur

1. En anglais : « Then I direct you that in accordance with those answers you ought to find a verdict of guilty against the defendant. »

de ce procès H. Cohen fait remarquer que sans le verdict spécial, la solution du procès eût été exactement l'opposée de celle qui fut donnée et, ajoutait-il, contraire à la vérité.

Les auteurs modernes prédisent au verdict spécial un avenir brillant dans les affaires civiles ; en ce qui nous occupe il est certain qu'il est un des meilleurs moyens d'éviter la confusion du fait et du droit et d'obtenir la séparation du rôle du jury de celui du juge.

Tels sont donc les rapports de la Cour et du jury ; nous avons pu nous rendre compte de l'étroite surveillance qu'elle exerce sur lui. Il ne faut pas oublier que les juges sont ministres de la Couronne et comme tels chargés de l'administration de la justice. C'est à eux qu'il appartient de guider le jury, de le maintenir dans les limites du droit et de la raison tout en respectant son opinion, si elle est raisonnable. Ainsi lorsqu'un « New Trial » est demandé contre un verdict qualifié « irraisonnable » la Cour qui n'est pas un jury d'appel, doit uniquement rechercher si, d'après l'ensemble des débats, une personne raisonnable peut ou non adopter le verdict du jury (c'est ce sens qu'il faut donner au mot raisonnable). Il est reconnu par tout le monde que les juges se tirent à merveille de leur délicate mission de mentor du

jury, et même les résumés de fin d'audience que nous avons cru devoir supprimer en France, sont en Angleterre, dit le comte de Franqueville, « d'admirables modèles d'impartialité, de raison et de bon sens ».

CONCLUSION

Nous avons indiqué dans ses grandes lignes le fonctionnement du jury en matière civile ; avant d'aborder la question de l'utilité de son introduction en France, demandons-nous ce que pensent les Anglais de cette institution.

La plupart des auteurs modernes considèrent le jury comme définitivement établi en Angleterre et n'envisagent même pas sa suppression. Les plus révolutionnaires d'entre eux se contentent de réclamer des améliorations. En 1853 une commission d'enquête a été chargée de donner son avis sur le jury et voici ses conclusions : « Le jury apporte un stock varié de connaissances qu'on ne peut s'attendre à trouver chez un juge et qui est essentiel. Appelé à juger temporairement, le juré a une fraîcheur d'esprit et un intérêt que les juges n'éprouvent plus. Les jurés ont une tendance à envisager les faits d'une manière plus large et

plus libérale, d'après la moralité et l'équité. Le peuple est familiarisé avec la loi ; enfin contre les erreurs du jury il y a ce correctif que la Cour peut renvoyer l'affaire devant un autre jury. » Tous les grands noms de la science du droit rendent hommage au jury : Fortescue, Coke, Hale, Blackstone (1), Stephen. Le chef justicier Erle résume ainsi sa longue expérience des procès : « Je pense qu'un jury est plus capable qu'un juge d'arriver à la vraie décision. » Le lord chancelier Halsbury qui écrit au commencement de ce siècle aboutit aux mêmes conclusions « As a rule, juries are, in my opinion, more generally right than judges. » Holdsworth cite, en l'approuvant, ce passage de Tocqueville : « On doit considérer le jury comme une école gratuite et toujours ouverte où chaque juré vient s'instruire de ses droits, où il entre en communication avec les membres les plus instruits des classes élevées, où les lois lui sont enseignées d'une manière pratique et sont mises à la portée de son intelligence par les efforts des avocats, les avis des juges et les passions mêmes des parties. »

Au milieu de ce concert de louanges le romancier Walter Scott fait dire à un de ses personnages : « La cause de mon père sera plaidée devant

1. Blackstone (1723-1780), célèbre jurisconsulte auteur des *Commentaires des lois de l'Angleterre* où il s'inspire de Montesquieu.

douze Anglais, j'aimerais mieux devant douze bêtes sauvages que devant ces hommes influencés par le parti pris, la passion et la crainte des représailles. » Mais Walter Scott n'est pas un juriste ! En tout cas, si le jury est en majorité apprécié, nous sommes loin du respect superstitieux qui l'entourait autrefois et loin aussi de l'enthousiasme de Blackstone s'écriant : « Trial by jury ever has been, and I trust ever will be looked upon as the glory of the English law. » (Le procès par le jury est et sera toujours la gloire du droit anglais.) Mais si l'institution qui nous occupe demeure, semble-t-il, inébranlable dans son essence, c'est aux détails qu'on s'attaque. Woodward le reconnaît : « Bien que l'Australie et l'Amérique demandent la suppression du jury, il est certain que le peuple anglais ne le désire pas. Le remède est dans la réforme, non dans l'abolition » (1). La règle de l'unanimité a été notamment très attaquée ; comme le dit Woodward, si onze jurés sont pour Primus et un seulement pour Secundus, ce seul juré peut cependant décider du verdict ; et le verdict à la majorité, à l'exemple de ce qui existe en Écosse, a été préconisé. La pratique l'a du reste introduit en matière civile. On a demandé aussi trois sortes de verdicts en matière criminelle

1. Cf Woodward. Our jury system.

au lieu de deux : « Coupable », « non coupable », « non prouvé ». Les socialistes réclament l'accès du jury pour les classes ouvrières, et l'allocation d'une indemnité, comme cela existe depuis quelque temps en France. Il y aurait lieu aussi de veiller à une meilleure formation des listes du jury et de réviser sur ce point les « Juries Acts » (1).

Mais d'une manière générale on peut dire que l'Angleterre est satisfaite et que le jury, entré dans sa vie judiciaire, au début du x^e siècle, n'est pas encore près d'en sortir. La loi du 25 août 1853 l'a maintenu en ces termes : « Dans toute affaire les parties peuvent réclamer comme un droit que toutes les questions de fait soient jugées par un jury », et l'examen du rôle des affaires jugées à la division du Banc du Roi au terme de Saint-Michel 1912, nous prouve que les plaideurs profitent largement de ce droit :

Sur 659 affaires, 208 ont été jugées par un jury spécial ; 224 par un jury commun.

La proportion est à peu près la même à la division des testaments et divorce.

Du fait que le jury civil prospère en Angleterre,

1. Voici la législation en matière de jurys : County Juries Act de 1825 modifié par un act de 1862 et par deux autres acts de 1870 et 1871. Ces quatre acts ont été joints en un seul. Une demande faite en 1877 de rédiger sur le jury un bill complet n'a malheureusement pas été accueillie.

devons-nous déduire l'utilité de son introduction en France : c'est ce qui est tout à fait contestable. La question cependant a été posée plusieurs fois depuis la Révolution. La première proposition faite sur ce sujet date du 17 mars 1790, elle émanait d'un membre de l'Assemblée Constituante nommé Duport. On discutait l'adoption du jury criminel qui fut en effet voté le 30 avril 1790, et incidemment se posa à l'exemple de l'Angleterre la question du jury civil.

Duport qui le préconisait dit notamment : « Un juge chargé d'appliquer la loi doit tenir ce langage aux deux parties : Êtes-vous d'accord sur les faits ? Je n'ai point de mission pour juger les faits, si vous n'êtes pas d'accord, je vais assembler vos voisins, ils vous accorderont. Si cette opération préalable n'est pas faite, le juge pourra déterminer à son gré la question, il ne sera pas forcé sur l'application de la loi, il appliquera celle qui servira ses passions, ainsi on n'obéira pas à la loi, on obéira au juge. Le peuple n'est pas libre quand le juge peut substituer sa volonté à celle de la loi ; c'est ainsi que je suis arrivé à la nécessité d'établir des jurés. » Duport était inspiré par le système anglais, le jury étant un simple juge du fait. Une proposition toute différente fut faite par Sieyès. Le juge n'est plus dans ce système qu'un

directeur de justice, il y a dix juges pour les affaires civiles et quinze pour les affaires criminelles qui jugent le fait et le droit présentés sous forme de questions. Tronchet, qui eut à donner son avis, se montra hostile à l'introduction du jury civil, et comme on lui opposait l'exemple de l'Angleterre il fit remarquer fort justement que dans ce pays toutes les actions avaient leurs formules particulières et que presque tout se décidait par la preuve testimoniale. L'objet sur lequel doit porter le jugement du jury est toujours un point simple et unique « l'issue de la cause » et Tronchet ajoutait que si le jugement par jury s'exécute facilement en Angleterre où le verdict consiste à dire si le fait controversé est vrai ou faux, il ne pourrait en être de même en France. Ici, disait encore Tronchet, la preuve testimoniale est exclue au-dessus de 100 livres (150 francs aujourd'hui) et la plupart de nos questions de fait sont mixtes, il n'y a peut-être pas une affaire sur cent dans laquelle la question de fait soit matériellement divisible de la question de droit. Pour tous ces motifs Tronchet conclut au rejet du système de Duport qui était largement inspiré du jury anglais. Si le système de Sieyès lui parut d'abord plus séduisant par ce qu'il évitait la séparation du fait et du droit, il finit par en demander le rejet

notamment à cause de la difficulté de trouver des jurés suffisamment instruits des lois et de la jurisprudence et aussi en raison de sa préférence pour le tribunal permanent.

L'opinion de Tronchet l'emporta et l'Assemblée Constituante n'admit que le jury criminel. Sans plus de succès que Duport et Sieyès, Condorcet et Cambacérès se posèrent plus tard en avocats du jury civil. Ces diverses interventions ne furent pas cependant absolument inutiles. Deux timides tentatives du jury civil furent votées le 21 mai 1836 et le 3 mai 1841. La première de ces lois établissait un jury spécial pour l'évaluation des indemnités d'expropriation en matière de chemins vicinaux, et la deuxième, d'ordre plus général, confiait à un jury le règlement des indemnités en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Encouragés, les défenseurs du jury revinrent à la charge en 1848 et la nouvelle campagne aboutit encore à un résultat. Il fut déclaré obligatoire pour les juges de séparer dans leurs jugements le fait et le droit et de statuer par deux dispositions distinctes. Depuis 1882 avec Cazot et Jules Roche, la question n'a pas été soulevée au Parlement bien que nombreux soient encore les partisans du jury civil.

Nous ne nous rangerons pas parmi ceux-ci en

ce qui concerne notre pays. « Vérité en deçà de la Manche, erreur au delà. » Comme l'a fort bien expliqué Tronchet, ce qui est facilement applicable en Angleterre le serait très difficilement en France. Le jury ne pourrait guère y être utilisé que dans les cas où la preuve testimoniale est admise ou dans l'évaluation des dommages-intérêts. Mais n'est-il pas dangereux de transplanter à l'étranger une institution dont on ne peut prévoir quels seront les fruits? Introduire dans notre pays une telle réforme d'une application pratique si forcément limitée ne semble pas une mesure désirable.

Laissons à un tribunal plus responsable le soin de juger le fait et le droit et retenons seulement parmi les arguments des défenseurs du jury civil l'utilité d'une séparation du fait et du droit. Trop souvent, en effet, le juge se laisse impressionner par le fait qu'il dénature, il rend des solutions d'espèces, il tourne même la loi si dans tel cas particulier elle lui paraît mauvaise ; il commet alors une faute grave en substituant sa volonté à celle du législateur. Mais pour éviter ce danger et pour obtenir de meilleures décisions de justice, point n'est besoin de faire appel au jury, il faut rappeler au juge qu'il est avant tout l'organe de la loi, qu'en appliquant strictement le droit au fait,

il permet la création d'une jurisprudence plus stable qui donne plus confiance aux plaideurs : le point de droit d'aujourd'hui devant être jugé comme celui d'hier. L'article 141 du Code de procédure civile qui a ordonné aux juges de statuer par deux dispositions distinctes sur le fait et sur le droit est une excellente mesure, malheureusement insuffisamment appliquée. Certes la tâche est souvent délicate, il est difficile de dégager le fait du droit dans certaines questions, mais non pas impossible. N'est-ce pas la besogne quotidienne de la Cour de cassation ? Puis quand le fait a été fixé, le juge ne doit plus se borner qu'à rechercher ses conséquences légales sans essayer de torturer la loi pour trouver une solution conforme aux circonstances. En agissant ainsi, il augmentera la confiance des justiciables, et il donnera l'exemple du respect des lois.

Si donc le jury, établi en Angleterre depuis huit siècles, y rend à la justice d'éminents services au civil comme au criminel, ce n'est pas une raison pour qu'il en soit de même en France et il semble inopportun de le faire intervenir dans nos procès civils étant donné l'état actuel de nos mœurs et de notre procédure. Cette conclusion ne nous empêche pas d'espérer pour l'avenir la réalisation du rêve exprimé en ces termes par Prévost Paradol : « La

juridiction du jury au civil comme au criminel est le dernier terme vers lequel doivent tendre les efforts des législateurs, et c'est seulement quand une nation s'administre à elle-même la justice sous la direction de ses juges qu'on peut la considérer comme arrivée à la plénitude de sa liberté et à la possession nous ses droits. »

Vu : le Président de thèse.

CHÉNON

Vu : le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES FRANÇAIS :

- DUROS. — Le Jury civil en France, 1887.
COMTE DE FRANQUEVILLE. — Le Système judiciaire de la Grande-Bretagne, 1893.
BASTIDE. — Les Institutions de l'Angleterre sous Édouard VII, 1907.

OUVRAGES ANGLAIS :

- T. W. ERLE. — Jury laws, 1882.
WOODWARD. — Our jury system, 1888.
S. STEPHEN. — Commentaries on the laws of England, 1895.
J.-B. THAYER. — Preliminary treatise on evidence, 1898
HOLDSWORTH. — History of English law, 1903.
H. COHEN. — The spirit of our laws, 1907.
Encyclopedia Britannica, 1910.
The annual Practice, 1911.
RIDGE. — Constitutional Laws of England, 1911.
Lord HALSBURY. — Laws of England, 1911.
-

TABLE DE MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DU JURY

CHAPITRE PREMIER. — Origine	7
L'Inquisition Franque. — Les premiers procès par le jury. — Leur extension sous le règne d'Henri II (1157-1189). — La nouvelle procédure aux assises d'après Glanville. — Au criminel le choix des plaideurs entre les vieux modes de jugement et le nouveau. — Le consentement de l'accusé. — Réforme de George IV.	
CHAP. II — Informations	19
Le juré cesse d'être un témoin, nécessité de l'informer. — Les documents. — Le résumé du juge. — Les témoignages. — L'origine des témoignages publics. — Vers 1433 l'apparition des témoins modernes. — Scission complète entre les fonctions de juré et de témoin.	
CHAP. III. — Contrôle	27
La procédure d'attaint. — Le sort du juré parjure. — La réforme nécessaire de 1495. — L'attaint en matière criminelle. — La fin de cette procédure surannée (1670). — Le New-Trial.	

DEUXIÈME PARTIE

LE JURY CIVIL MODERNE

CHAPITRE PREMIER. — Organisation judiciaire	35
Le Roi. — Le Conseil privé. — La Chambre des lords	

— La Haute Cour de Justice. — Cour d'appel et Haute Cour (Londres). — Le système des circuits. — Cours de comté. — Cours de sessions. — L'Office Central et les greffes de district. — Les juges et les auxiliaires de la justice.

Tableau des Cours anglaises avant 1875.

Tableau des Cours anglaises après 1875.

Liste des grands officiers de justice et de leurs appointements.

CHAPITRE II. — Les Jurys de l'Angleterre 53

Jury de Coroner. — Grand et petit jury. — Le rôle du petit jury à la Haute-Cour. — Formation de la liste du comté. — Qualités du juré commun et du juré spécial. — Les exemptions. — Formation de la liste de session.

CHAPITRE III. — Le Procès civil au Banc du Roi . . . 63

I. Process et comparution du défendeur. — II. Pleadings et les issues de droit et de fait. — Examen des issues de droit. — III. Trial Examen des issues de fait. — Le lieu de l'audience. — Les récusations. — Appel et serment des jurés. — Les lois de la preuve. — Les interrogatoires du témoin. — Plaidoiries. — Résumé. — Délibération. — Décharge du jury. — Verdict.

CHAPITRE IV. — Rôle du Juge et du Jury 83

Pouvoirs du juge en face du verdict. — Le jugement contraire au verdict. — Droits des parties. — Appel et New-Trial. — Rôle de la Cour d'appel et de la Chambre des lords. — Le fait et le droit — Vrai sens de l'adage — « Ad quæstionem facti... » — Un remède à la confusion du fait et du droit : le verdict spécial.

CONCLUSION 97

L'opinion des auteurs anglais sur le jury. — Les tentatives d'introduction en France du jury civil. — L'inutilité de cette mesure.

Imp de la Libr. M. GIARD & BRIÈRE, 16, rue Soufflot, Paris - 2316-13
